

# 2019

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES  
Rapport financier **du deuxième trimestre**  
pour la période close le 29 juin 2019

# Table des matières

<b>Rapport de gestion</b>	<b>1</b>
Mise en garde relative aux énoncés prospectifs	1
1 Résumé	2
2 Activités de base et stratégie	6
3 Facteurs de rendement clés	6
4 Capacités	6
5 Revue des activités d'exploitation	8
6 Liquidités et ressources en capital	15
7 Évolution de la situation financière	17
8 Risques et gestion des risques	18
9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables	19
Notes de fin de texte	20
<b>États financiers consolidés résumés intermédiaires</b>	<b>21</b>
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire	21
État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière	22
État consolidé résumé intermédiaire du résultat global	23
État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres	24
État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie	25
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires	26
1 Constitution, activités et instructions	26
2 Règles de présentation	26
3 Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	27
4 Autres actifs	30
5 Immobilisations	31
6 Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	32
7 Passifs financiers	34
8 Autres éléments du résultat global	35
9 Questions liées à la main-d'œuvre	35
10 Passifs éventuels	36
11 Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers	36
12 Autres charges d'exploitation	37
13 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	37
14 Transactions avec des parties liées	37
15 Informations sectorielles et informations sur la ventilation des produits	39

# Rapport de gestion

Le rapport de gestion fournit une analyse des résultats financiers consolidés et des changements sur le plan de l'exploitation de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de ses filiales Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI ou Logistique) et Innovapost Inc. (Innovaposte) pour la période de 13 semaines (le deuxième trimestre) et la période de 26 semaines (les deux premiers trimestres ou la période écoulée depuis le début de l'exercice) closes le 29 juin 2019. Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises. Les secteurs sont associés aux entités juridiques suivantes : Postes Canada, Purolator, SCI et Innovaposte.

Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Comme l'exigent les IFRS, nous avons adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, en retenant la méthode rétrospective intégrale avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Il s'agit d'un changement de norme comptable important qui a nécessité le retraitement des résultats précédemment publiés pour la période comparative. Les montants, présentés en dollars canadiens, sont arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. À moins d'indication contraire, les renseignements du présent rapport de gestion sont en vigueur au 22 août 2019.

Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) pour le deuxième trimestre de 2019, lesquels ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers intermédiaires et dans le rapport de gestion. Toute mention des termes *nos*, *notre* ou *nous* désigne, selon le contexte, Postes Canada ou, collectivement, Postes Canada et ses filiales. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion ainsi que des états financiers intermédiaires.

Correspondance-réponse d'affaires<sup>MC</sup>, Courrier de quartier<sup>MC</sup>, Courrier de quartier de Postes Canada<sup>MC</sup>, Courrier personnalisé<sup>MC</sup>, Courrier personnalisé de Postes Canada<sup>MC</sup>, Marketing Intelliposte<sup>MC</sup>, Marketing Intelliposte de Postes Canada<sup>MC</sup>, Poste-lettres<sup>MC</sup> et Poste-publications<sup>MC</sup> sont des marques de commerce de la Société canadienne des postes.

## Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion renferment des énoncés prospectifs du Groupe d'entreprises qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats d'exploitation, le rendement ainsi que les perspectives et les occasions commerciales du Groupe d'entreprises. En général, les énoncés prospectifs sont désignés par les mots *but*, *cible*, *hypothèse*, *indications*, *objectif*, *perspectives*, *stratégie* ou d'autres expressions similaires, de même que par l'utilisation de verbes tels que *avoir l'intention de*, *chercher à*, *être d'avis que*, *planifier*, *pouvoir*, *prévoir*, *s'attendre à*, *s'efforcer de* ou *viser* et l'emploi du futur ou du conditionnel. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations relatives aux résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales. Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements disponibles, elles peuvent se révéler incorrectes. Ces estimations relatives aux résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe d'entreprises. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent notamment les risques et incertitudes énoncés dans la section 8 Risques et gestion des risques du présent rapport de gestion (les risques).

Lorsque le Groupe d'entreprises présente des informations financières prospectives ou des perspectives financières, par exemple des renseignements sur la croissance et le rendement financier futurs, ces renseignements servent à décrire les attentes futures. Les lecteurs sont donc avertis que ces données pourraient ne pas être appropriées à toute autre fin. En outre, les informations financières prospectives et les perspectives financières, ainsi que l'information prospective de manière générale, reposent sur les hypothèses et sont assujetties aux risques.

Il est vivement recommandé aux lecteurs de bien prendre en compte ces facteurs lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs. À la lumière de ces hypothèses et risques, les événements prévus dans ces énoncés prospectifs pourraient ou non se produire. Le Groupe d'entreprises ne peut pas garantir que les résultats et les activités prévus se réaliseront. Par conséquent, il est recommandé aux lecteurs de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion sont pertinents en date du 22 août 2019; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation ou de toute autre raison après cette date.

## 1 Résumé

### *Aperçu du Groupe d'entreprises de Postes Canada et résumé du rendement financier*

Fournissant de l'emploi à plus de 67 000 personnes, le Groupe d'entreprises de Postes Canada est l'un des plus grands employeurs au Canada. Son plus important secteur, soit Postes Canada, est une société d'État qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité et a enregistré des produits de 3,3 milliards de dollars depuis le début de l'exercice (75,6 % du total des produits si l'on exclut les produits intersectoriels). Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, et ce, d'une manière sécurisée et financièrement autonome. Postes Canada exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, lequel compte plus de 6 100 bureaux de poste au pays.

### 1.1 Changements significatifs et évolution des activités

#### Secteur Postes Canada

Nous n'avons pas apporté de changements significatifs à notre stratégie au cours du deuxième trimestre de 2019. Nous restons déterminés à élargir notre secteur d'activité Colis en aidant les Canadiens à combler leurs nouveaux besoins postaux et en respectant notre engagement à l'égard du service. Toutefois, le risque que les produits tirés de ce secteur d'activité ne compensent pas le déclin des produits tirés de notre activité de base Poste-lettres demeure présent. Le secteur Colis a enregistré une progression soutenue en 2019, mais cette croissance est modeste par rapport à celle de 2018, car certains clients ont recours à d'autres transporteurs pour répondre à leurs besoins en matière de services d'expédition.

#### Questions liées à la main-d'œuvre

##### *Négociations collectives*

Le processus d'arbitrage visant le remplacement des conventions collectives expirées du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS) s'est poursuivi au deuxième trimestre de 2019. Le conflit de travail et l'incertitude qu'il entraîne continuent d'avoir des répercussions financières.

##### *Santé et sécurité*

Pour Postes Canada, les blessures, maladies et incidents liés au travail peuvent tous être évités; c'est pourquoi nous nous sommes fixé l'objectif « aucune blessure ». Nous avons réussi à réduire notre fréquence totale des blessures et notre fréquence des blessures entraînant une perte de temps par rapport au deuxième trimestre de 2018, et nous restons déterminés à les réduire encore davantage.

### 1.2 Points saillants financiers

#### Résultats du deuxième trimestre et de la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%
<b>Résultat avant impôt</b>								
Groupe d'entreprises de Postes Canada	11	(191)	202	105,9	50	(97)	147	151,2
Secteur Postes Canada	(50)	(243)	193	79,3	(27)	(175)	148	84,5
Secteur Purolator	52	46	6	15,5	64	66	(2)	(1,7)

Pour le deuxième trimestre de 2019, le résultat avant impôt du Groupe d'entreprises de Postes Canada est supérieur de 202 millions de dollars à celui de la période correspondante de 2018. Le principal facteur de ce retour à la rentabilité est la diminution considérable de la perte enregistrée par le secteur Postes Canada, dont le résultat comprenait en 2018 des coûts non récurrents au titre des avantages du personnel découlant de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS. L'augmentation de 6 millions de dollars du résultat de Purolator par rapport à celui du deuxième trimestre de 2018 a aussi contribué à l'amélioration des résultats.

Le résultat avant impôt du Groupe d'entreprises pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2019 est supérieur de 147 millions de dollars à celui de 2018. Cette augmentation s'explique dans une certaine mesure par les coûts non récurrents découlant de la décision relative à l'équité salariale qui avaient été comptabilisés par le secteur Postes Canada en 2018. Toutefois, les résultats de la période écoulée depuis le début de l'exercice ont également été contrebalancés en partie par les répercussions du conflit de travail de 2018, certains clients s'étant tournés vers d'autres solutions pour répondre à leurs besoins, ainsi que par le ralentissement de l'économie canadienne. À la mi-juin 2019, le Fonds monétaire international a en effet abaissé ses prévisions à l'égard de l'économie canadienne de près de un demi-point de pourcentage, établissant à 1,5 % la croissance prévue du PIB (produit intérieur brut) du pays pour 2019.

## Secteur Postes Canada

Produits du secteur Postes Canada (en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	29 juin 2019	30 juin 2018	Écart	% <sup>2</sup>	29 juin 2019	30 juin 2018	Écart	% <sup>2</sup>
Courrier transactionnel	677	693	(16)	(0,8)	1 422	1 469	(47)	(2,4)
Colis	638	607	31	6,7	1 251	1 200	51	5,1
Marketing direct	272	283	(11)	(2,2)	528	556	(28)	(4,3)
Autre	57	62	(5)	(6,6)	115	118	(3)	(1,8)
<b>Total</b>	<b>1 644</b>	<b>1 645</b>	<b>(1)</b>	<b>(1,5)</b>	<b>3 316</b>	<b>3 343</b>	<b>(27)</b>	<b>-</b>

Au deuxième trimestre de 2019, les produits du secteur Postes Canada ont diminué de 1 million de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2018. Cette diminution s'explique principalement par le déclin des secteurs d'activité Courrier transactionnel et Marketing direct qui se poursuit et qui est compensé en partie par une croissance modérée du secteur Colis. Quant aux produits de la période écoulée depuis le début de l'exercice, ils ont fléchi de 27 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2018.

Les produits du secteur Courrier transactionnel ont continué à reculer en 2019. Comparativement à l'an dernier, les produits ont diminué de 16 millions de dollars au deuxième trimestre et de 47 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice. La diminution des produits pour les deux premiers trimestres ne tient pas compte de la hausse tarifaire réglementée entrée en vigueur au début du premier trimestre pour les articles du service Poste-lettres du régime intérieur, pour les envois Poste aux lettres du régime international et pour les droits postaux de services spéciaux.

Comparativement à 2018, les produits du secteur Colis ont augmenté de 6,7 %<sup>2</sup> au deuxième trimestre de 2019 et de 5,1 %<sup>2</sup> pour la période écoulée depuis le début de l'exercice. Il s'agit d'une hausse modeste par rapport aux tendances générales du cybercommerce. Les taux de croissance du secteur Colis inscrits il y a un an, qui comparaient ces deux mêmes périodes de 2018 à celles de 2017, étaient considérablement plus élevés. Le marché canadien de la livraison du cybercommerce est très concurrentiel, et certains clients ont maintenant recours à des transporteurs divers pour satisfaire leurs besoins en matière d'expédition.

En 2019, les produits du secteur Marketing direct ont diminué de 11 millions de dollars au deuxième trimestre et de 28 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, comparativement aux deux périodes correspondantes de 2018.

Les charges d'exploitation du secteur Postes Canada pour le deuxième trimestre de 2019 sont moins élevées de 186 millions de dollars que celles du deuxième trimestre de 2018. Leur diminution pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent se chiffre à 161 millions de dollars. Ces baisses sont attribuables essentiellement au fait que les coûts au titre des avantages du personnel étaient plus élevés en 2018 en raison des coûts non récurrents découlant de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS qui avaient alors été comptabilisés, ce facteur ayant été contrebalancé en partie par l'augmentation des charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison découlant de l'essor du secteur Colis en 2019.

En juin, Postes Canada a effectué des paiements de 223 millions de dollars à titre d'ajustements salariaux rétroactifs accordés aux employés représentés par le STTP-FFRS par suite de la décision relative à l'équité salariale. De nouveaux paiements concernant d'autres types de rémunération qui découlent aussi de cette décision devraient être effectués d'ici la fin de 2019. Ces coûts avaient été comptabilisés au cours d'exercices antérieurs.

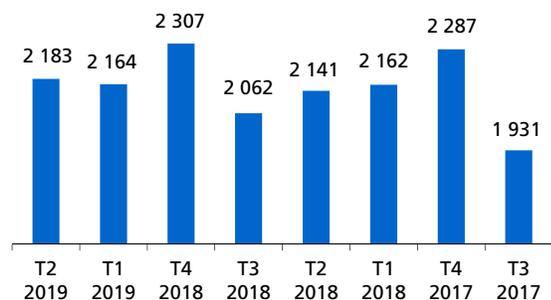
La Société étudie les options à court terme qui s'offrent à elle pour gérer les paiements spéciaux au titre de la solvabilité se rapportant aux importantes obligations du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes et consulte à cet effet les parties concernées. La Société n'est pas tenue d'effectuer de paiements en 2019, mais devra le faire à compter de 2020. Au cours du deuxième trimestre de 2019, les variations découlant d'une réduction des taux d'actualisation contrebalancée par les rendements positifs sur les placements ont occasionné une augmentation d'environ 6,6 milliards de dollars du déficit de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du Régime). Les mêmes facteurs du marché ont occasionné pour les régimes à prestations déterminées du Groupe d'entreprises des pertes de réévaluation de 966 millions de dollars après impôt, comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, contre des profits de réévaluation de 774 millions de dollars au deuxième trimestre de 2018. Les taux d'actualisation sont à leur plus bas depuis l'instauration des régimes de retraite.

## Groupe d'entreprises

Les diagrammes suivants illustrent les résultats du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres. La demande de services connaît habituellement un pic pendant la période des Fêtes, au quatrième trimestre, pour ensuite baisser dans les trimestres qui suivent. Toutefois, les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme.

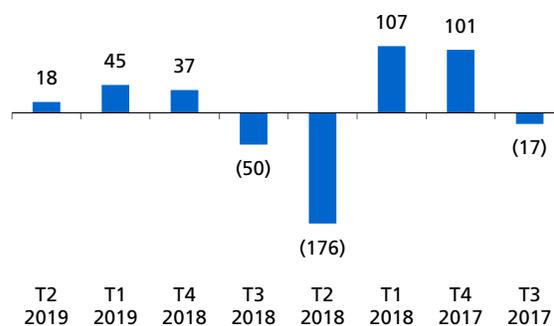
### Produits d'exploitation consolidés trimestriels<sup>1</sup>

(en millions de dollars)



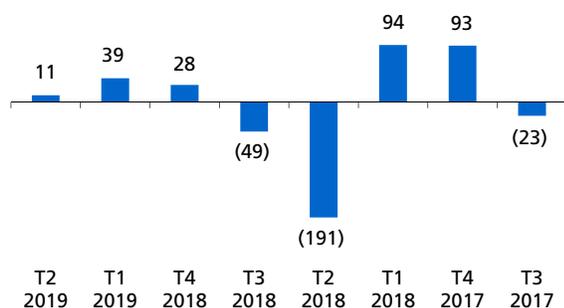
### Résultat d'exploitation consolidé trimestriel<sup>1</sup>

(en millions de dollars)



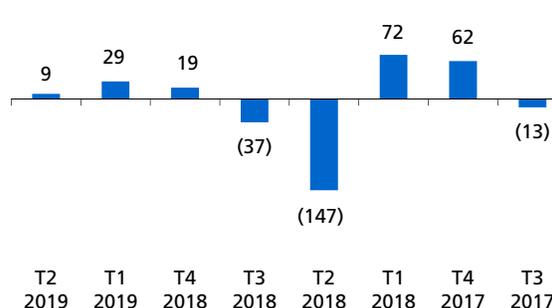
### Résultat consolidé trimestriel avant impôt<sup>1</sup>

(en millions de dollars)



### Résultat net consolidé trimestriel<sup>1</sup>

(en millions de dollars)



Le tableau ci-dessous présente le rendement consolidé de la Société pour le deuxième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux				Explication
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%	
État consolidé du résultat global									Points saillants de la section 5 Revue des activités d'exploitation.
Produits d'exploitation	2 183	2 141	42	3,5 <sup>2</sup>	4 347	4 303	44	1,8 <sup>2</sup>	L'écart s'explique par l'essor des secteurs Purolator et Logistique et a été en partie contrebalancé par le recul du secteur Postes Canada sous l'effet de l'érosion continue des secteurs Courrier transactionnel et Marketing direct, laquelle est toutefois inférieure à la croissance du secteur Colis.
Charges d'exploitation	2 165	2 317	(152)	(6,6)	4 284	4 372	(88)	(1,3) <sup>2</sup>	L'écart découle principalement du fait que les coûts au titre des avantages du personnel comptabilisés par le secteur Postes Canada étaient plus élevés en 2018 en raison de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS. Ce facteur a été en partie contrebalancé par l'augmentation des charges des secteurs Purolator et Logistique imputable à l'accroissement des volumes.
Résultat d'exploitation	18	(176)	194	110,5	63	(69)	132	192,2	L'écart est surtout imputable aux résultats du secteur Postes Canada.
Résultat avant impôt	11	(191)	202	105,9	50	(97)	147	151,2	
Résultat net	9	(147)	156	105,8	38	(75)	113	150,0	
Résultat global	(947)	627	(1 574)	251,6	(1 713)	690	(2 403)	(348,7)	L'écart est principalement attribuable aux pertes de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi qui découlent d'une réduction des taux d'actualisation en partie contrebalancée par les rendements positifs sur les placements.
État consolidé des flux de trésorerie									Points saillants de la section 6 Liquidités et ressources en capital.
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(101)	140	(241)	(172,2)	16	434	(418)	(96,3)	L'écart découle principalement des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, ce facteur ayant été contré en partie par la diminution de l'impôt payé.
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	(102)	(122)	20	16,2	(155)	(507)	352	69,4	L'écart provient surtout de la hausse du produit de la vente de titres du secteur Postes Canada, en partie contrebalancée par l'augmentation des acquisitions d'immobilisations dans les secteurs Postes Canada et Purolator.
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(26)	(26)	–	1,8	(55)	(52)	(3)	(6,9)	L'écart provient principalement de l'augmentation des remboursements sur les obligations locatives des secteurs Postes Canada et Purolator.

## 2 Activités de base et stratégie

### *Examen des activités et de la stratégie de nos secteurs de base*

Le deuxième trimestre de 2019 était le premier trimestre complet depuis la fin du processus de renouvellement de la direction de Postes Canada. À mesure que le courrier laisse la place aux colis, nous repensons notre stratégie et réévaluons les risques, y compris en ce qui a trait à l'adaptation aux changements climatiques. La population canadienne s'attend à ce que nous tenions compte des considérations environnementales dans nos décisions et nos activités d'exploitation. Notre mandat consistant à servir le Canada dans son entièreté ainsi que la grande portée et l'envergure de la Société rendent plus difficile une importante réduction de nos émissions de gaz à effet de serre. Nous savons que, pour être en mesure de contribuer à l'avenir sobre en carbone du Canada, nous devons poursuivre nos investissements dans les technologies nouvelles et réduire les émissions de carbone imputables à nos services de livraison dès les prochaines années.

Résolus à mettre l'accent sur le service à la clientèle, nous avons fait connaître les services d'envoi de fonds de Postes Canada et en avons fait passer les frais moyens sous la cible fixée par la Banque mondiale pour les pays du G7 grâce au lancement, au deuxième trimestre, de notre programme d'envoi de fonds à tarif unique appelé « Un monde. Un prix. ».

Enfin, le Comité consultatif sur l'accessibilité de Postes Canada, qui est composé d'experts des enjeux relatifs aux personnes handicapées et aux aînés provenant de partout au pays, y compris des individus ayant une expérience vécue, s'est réuni pour la deuxième fois en mai 2019. Les conseils du Comité ont aidé Postes Canada à apporter des changements à son Programme de mesures d'adaptation pour la livraison afin que tous les Canadiens puissent recevoir leur courrier.

## 3 Facteurs de rendement clés

### *Examen de nos principales réalisations en 2019*

Les fiches de pointage du rendement servant à évaluer les progrès par rapport aux priorités stratégiques sont transmises mensuellement à la haute direction du secteur Postes Canada. Les résultats de 2019 en matière de rendement seront communiqués dans le Rapport de gestion annuel de 2019.

## 4 Capacités

### *Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les facteurs de rendement clés et à produire des résultats*

#### 4.1 Nos employés

Une mise à jour des activités en matière de santé et de sécurité et de négociation de conventions collectives par secteur en cours en 2019 est présentée ci-après.

##### Santé et sécurité

###### **Secteur Postes Canada**

Au deuxième trimestre de 2019, nous avons entrepris plusieurs nouvelles initiatives pour offrir à nos employés un milieu de travail sain et sécuritaire qui s'inscrivent dans notre détermination à progresser à ce chapitre. Nous avons notamment institué en 2019 une formation en santé mentale à l'intention des chefs d'équipe. Nous avons aussi lancé un programme de préparation à la saison estivale à l'intention des nouveaux employés et, par suite de la conversion de certains itinéraires à pied en itinéraires motorisés, nous avons entrepris un examen de la sécurité des conducteurs afin de redéfinir et d'adapter nos processus. À la fin du deuxième trimestre de 2019, la fréquence totale des blessures et la fréquence des blessures entraînant une perte de temps s'étaient améliorées de 7,7 % et de 9,0 %, respectivement, comparativement aux données du deuxième trimestre de 2018.

## Relations de travail

### Secteur Postes Canada

#### **Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS)**

Les conventions collectives des unités de négociation STTP-EPU et STTP-FFRS ont pris fin respectivement le 31 janvier 2018 et le 31 décembre 2017. L'arbitrage s'est poursuivi durant tout le deuxième trimestre, et d'autres réunions se tiendront d'ici la fin de l'année. Le STTP a terminé la présentation de son dossier le 4 juillet et Postes Canada a commencé la présentation du sien le 20 août. Le syndicat aura le droit de présenter de nouveaux arguments lorsque la Société aura fini de présenter son dossier. Le mandat de l'arbitre doit se terminer le 31 décembre 2019, mais en vertu de la loi sur le retour au travail de 2018 (le projet de loi C-89) prévoyant la reprise et le maintien des services postaux, le processus de médiation-arbitrage pourra se poursuivre aussi longtemps que la Ministre le permettra.

#### **Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA)**

La convention collective avec l'ACMPA a pris fin le 31 décembre 2018. Cette convention collective prévoit la sélection d'une offre finale. L'avis de négociation n'a pas encore été donné. L'ACMPA représente les maîtres de poste et les adjoints des bureaux de poste ruraux.

#### **Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC)**

En mai 2019, le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) a avisé Postes Canada que l'AFPC avait déposé une demande afin de déterminer si certains postes auraient dû faire partie de son unité de négociation. L'Association des officiers des postes du Canada a demandé et obtenu le statut d'intervenant auprès du CCRI. Les parties ont convenu d'avoir recours à un processus de médiation à caractère non exécutoire. La première rencontre entre les parties aura lieu en septembre 2019. L'affaire demeurera en suspens tant et aussi longtemps que le processus de médiation se poursuivra.

#### **Modification de la partie III du Code canadien du travail**

Le 1<sup>er</sup> septembre 2019, des modifications au *Code canadien du travail* entreront en vigueur, et Postes Canada entend s'y conformer pleinement. En tant que société d'État fédérale, Postes Canada appuie l'engagement du gouvernement à faire en sorte que les employés du secteur fédéral soient protégés par des normes du travail solides qui correspondent aux réalités de la main-d'œuvre moderne.

Certaines des modifications proposées dans les projets de loi C-63 et C-86 entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2019, tandis que d'autres entreront en vigueur en 2020 ou après. Ces modifications portent notamment sur l'assouplissement des conditions d'emploi, les congés personnels et les congés divers ainsi que le refus d'effectuer des heures supplémentaires. Dans nos prochains rapports, nous rendrons compte des progrès accomplis à l'égard de ces modifications à mesure qu'elles s'appliqueront à nos activités.

### Secteur Purolator

Les négociations se poursuivent avec Unifor, qui représente les employés de bureau du Québec, afin de renouveler la convention collective qui a pris fin le 31 décembre 2018.

## 4.2 Contrôles et procédures internes

### **Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière**

Aucun changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir qui a eu ou qui aurait vraisemblablement pu avoir une incidence importante sur les contrôles internes du Groupe d'entreprises à l'égard de l'information financière à fournir n'a été apporté au cours du deuxième trimestre de 2019.

## 5 Revue des activités d'exploitation

Examen détaillé de notre rendement financier

### 5.1 Résumé des résultats trimestriels

#### Résultats consolidés par trimestre

Le tableau suivant présente les résultats consolidés du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres et illustre le caractère saisonnier de ses activités. Les pics de demande de services ont lieu pendant la période des Fêtes, au quatrième trimestre. Les volumes baissent généralement dans les trimestres qui suivent, les creux se produisant au troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme. Par ailleurs, des jours ouvrables (commerciaux) de plus ont pour effet d'accroître les produits, tandis que plus de journées payées augmentent les charges d'exploitation. Le deuxième trimestre de 2019 compte un jour ouvrable de moins et le même nombre de journées payées que le deuxième trimestre de 2018. Depuis le début de l'exercice 2019, il y a eu un jour ouvrable de moins et une journée payée de moins que dans la période correspondante de 2018. Il s'agit d'une différence temporaire qui sera résorbée d'ici la fin de 2019.

(en millions de dollars)	T2 2019	T1 2019	T4 2018 <sup>1</sup>	T3 2018 <sup>1</sup>	T2 2018 <sup>1</sup>	T1 2018 <sup>1</sup>	T4 2017 <sup>1</sup>	T3 2017 <sup>1</sup>
Produits d'exploitation	2 183	2 164	2 307	2 062	2 141	2 162	2 287	1 931
Charges d'exploitation	2 165	2 119	2 270	2 112	2 317	2 055	2 186	1 948
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>18</b>	<b>45</b>	<b>37</b>	<b>(50)</b>	<b>(176)</b>	<b>107</b>	<b>101</b>	<b>(17)</b>
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(7)	(6)	(9)	1	(15)	(13)	(8)	(6)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>11</b>	<b>39</b>	<b>28</b>	<b>(49)</b>	<b>(191)</b>	<b>94</b>	<b>93</b>	<b>(23)</b>
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	2	10	9	(12)	(44)	22	31	(10)
<b>Résultat net</b>	<b>9</b>	<b>29</b>	<b>19</b>	<b>(37)</b>	<b>(147)</b>	<b>72</b>	<b>62</b>	<b>(13)</b>

### 5.2 Résultats d'exploitation consolidés

#### Résultats consolidés du deuxième trimestre et de la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%
Produits d'exploitation	2 183	2 141	42	3,5 <sup>2</sup>	4 347	4 303	44	1,8 <sup>2</sup>
Charges d'exploitation	2 165	2 317	(152)	(6,6)	4 284	4 372	(88)	(1,3) <sup>2</sup>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>18</b>	<b>(176)</b>	<b>194</b>	<b>110,5</b>	<b>63</b>	<b>(69)</b>	<b>132</b>	<b>192,2</b>
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(7)	(15)	8	54,3	(13)	(28)	15	54,1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>11</b>	<b>(191)</b>	<b>202</b>	<b>105,9</b>	<b>50</b>	<b>(97)</b>	<b>147</b>	<b>151,2</b>
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	2	(44)	46	106,2	12	(22)	34	155,3
<b>Résultat net</b>	<b>9</b>	<b>(147)</b>	<b>156</b>	<b>105,8</b>	<b>38</b>	<b>(75)</b>	<b>113</b>	<b>150,0</b>
Autres éléments du résultat global	(956)	774	(1 730)	223,8	(1 751)	765	(2 516)	(329,2)
<b>Résultat global</b>	<b>(947)</b>	<b>627</b>	<b>(1 574)</b>	<b>251,6</b>	<b>(1 713)</b>	<b>690</b>	<b>(2 403)</b>	<b>(348,7)</b>

Le résultat avant impôt du Groupe d'entreprises de Postes Canada a augmenté de 202 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 comparativement au deuxième trimestre de 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, le résultat avant impôt a augmenté de 147 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2018. Ces augmentations sont essentiellement attribuables à la diminution de la perte avant impôt enregistrée par le secteur Postes Canada.

### Produits d'exploitation consolidés

Les produits d'exploitation du deuxième trimestre de 2019 ont augmenté de 42 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2018, cette hausse provenant de la croissance des secteurs Purolator et Logistique. Les produits du secteur Postes Canada sont restés stables au deuxième trimestre. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, ils ont augmenté de 44 millions de dollars par rapport à 2018 sous l'effet de la croissance observée dans les secteurs Purolator et Logistique, ce qui a été en partie contré par le recul enregistré dans le secteur Postes Canada.

### Charges d'exploitation consolidées

Les charges d'exploitation ont diminué de 152 millions de dollars et de 88 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2018. Ces baisses sont attribuables aux coûts non récurrents au titre des avantages du personnel découlant de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS comptabilisés par le secteur Postes Canada en 2018, nets de l'accroissement, en 2019, des charges liées à la main-d'œuvre et des charges d'exploitation résultant de la croissance des volumes dans les secteurs Purolator et Logistique.

### Charge d'impôt sur le résultat consolidé

En comparaison de 2018, la charge d'impôt sur le résultat consolidé a augmenté de 46 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 et de 34 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice. Ces augmentations résultent principalement de la hausse du résultat avant impôt du Groupe d'entreprises.

### Autres éléments du résultat global consolidé

Les autres éléments du résultat global consolidé se chiffrent à -956 millions de dollars et à -1 751 millions de dollars, respectivement, pour le deuxième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice. Le principal facteur à l'origine de cet écart est la comptabilisation de pertes de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi du fait de la réduction des taux d'actualisation en partie contrebalancée par des rendements positifs sur les placements.

## 5.3 Résultats d'exploitation par secteur

### Résultats par secteur – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%
Postes Canada	(50)	(243)	193	79,3	(27)	(175)	148	84,5
Purolator	52	46	6	15,5	64	66	(2)	(1,7)
Logistique	7	5	2	18,0	9	10	(1)	(18,9)
Autre	2	1	1	108,7	4	2	2	135,4
<b>Groupe d'entreprises de Postes Canada</b>	<b>11</b>	<b>(191)</b>	<b>202</b>	<b>105,9</b>	<b>50</b>	<b>(97)</b>	<b>147</b>	<b>151,2</b>

### 5.4 Secteur Postes Canada

La perte avant impôt du secteur Postes Canada a diminué de 193 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 comparativement au deuxième trimestre de 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, la perte avant impôt a diminué de 148 millions de dollars comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les pertes plus importantes constatées en 2018 étaient principalement imputables aux coûts découlant de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS.

## Résultats de Postes Canada pour le deuxième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%
Produits d'exploitation	1 644	1 645	(1)	1,5 <sup>2</sup>	3 316	3 343	(27)	— <sup>2</sup>
Charges d'exploitation	1 691	1 877	(186)	(9,9)	3 337	3 498	(161)	(3,8) <sup>2</sup>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(47)</b>	<b>(232)</b>	<b>185</b>	<b>79,5</b>	<b>(21)</b>	<b>(155)</b>	<b>134</b>	<b>86,1</b>
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(3)	(11)	8	76,0	(6)	(20)	14	72,4
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(50)</b>	<b>(243)</b>	<b>193</b>	<b>79,3</b>	<b>(27)</b>	<b>(175)</b>	<b>148</b>	<b>84,5</b>
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(13)	(57)	44	77,8	(7)	(43)	36	84,0
<b>Résultat net</b>	<b>(37)</b>	<b>(186)</b>	<b>149</b>	<b>79,8</b>	<b>(20)</b>	<b>(132)</b>	<b>112</b>	<b>84,7</b>

### Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation du secteur Postes Canada ont diminué de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2019 et de 27 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de 2018. Ces diminutions s'expliquent surtout par l'érosion continue du courrier, facteur atténué par une modeste croissance du secteur Colis.

### Produits et volumes par secteur d'activité pour les deuxièmes trimestres

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	% <sup>2</sup>	29 juin 2019	30 juin 2018	Écart	% <sup>2</sup>
<b>Courrier transactionnel</b>								
Poste-lettres du régime intérieur	635	650	(15)	(0,7)	662	710	(48)	(5,3)
Poste aux lettres de départ	21	23	(2)	(4,3)	10	11	(1)	(7,3)
Poste aux lettres d'arrivée	21	20	1	2,3	22	28	(6)	(17,2)
<b>Total – Courrier transactionnel</b>	<b>677</b>	<b>693</b>	<b>(16)</b>	<b>(0,8)</b>	<b>694</b>	<b>749</b>	<b>(55)</b>	<b>(5,7)</b>
<b>Colis</b>								
Colis du régime intérieur	478	446	32	8,8	51	46	5	10,5
Colis de départ	56	59	(3)	(3,1)	2	2	—	(2,2)
Colis d'arrivée	98	95	3	5,9	21	20	1	6,4
Autres	6	7	(1)	(26,5)	—	—	—	—
<b>Total – Colis</b>	<b>638</b>	<b>607</b>	<b>31</b>	<b>6,7</b>	<b>74</b>	<b>68</b>	<b>6</b>	<b>8,8</b>
<b>Marketing direct</b>								
Courrier personnalisé <sup>MC</sup>	115	117	(2)	(0,6)	212	220	(8)	(1,9)
Courrier de quartier <sup>MC</sup>	110	116	(6)	(3,6)	947	1 008	(61)	(4,6)
<b>Total – Marketing Intelliposte<sup>MC</sup></b>	<b>225</b>	<b>233</b>	<b>(8)</b>	<b>(2,9)</b>	<b>1 159</b>	<b>1 228</b>	<b>(69)</b>	<b>(4,1)</b>
Poste-publications <sup>MC</sup>	39	41	(2)	(2,8)	58	62	(4)	(4,4)
Correspondance-réponse d'affaires <sup>MC</sup> et autre courrier	5	5	—	(2,0)	4	4	—	(5,3)
Autres	3	4	(1)	(3,2)	—	—	—	—
<b>Total – Marketing direct</b>	<b>272</b>	<b>283</b>	<b>(11)</b>	<b>(2,2)</b>	<b>1 221</b>	<b>1 294</b>	<b>(73)</b>	<b>(4,1)</b>
Autres produits	57	62	(5)	(6,6)	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>1 644</b>	<b>1 645</b>	<b>(1)</b>	<b>1,5</b>	<b>1 989</b>	<b>2 111</b>	<b>(122)</b>	<b>(4,3)</b>

## Produits et volumes par secteur d'activité pour les périodes écoulées depuis le début de l'exercice

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	% <sup>2</sup>	29 juin 2019	30 juin 2018	Écart	% <sup>2</sup>
<b>Courrier transactionnel</b>								
Poste-lettres du régime intérieur	1 336	1 373	(37)	(1,9)	1 406	1 515	(109)	(6,5)
Poste aux lettres de départ	48	52	(4)	(6,7)	23	25	(2)	(9,3)
Poste aux lettres d'arrivée	38	44	(6)	(13,5)	45	57	(12)	(19,2)
<b>Total – Courrier transactionnel</b>	<b>1 422</b>	<b>1 469</b>	<b>(47)</b>	<b>(2,4)</b>	<b>1 474</b>	<b>1 597</b>	<b>(123)</b>	<b>(7,0)</b>
<b>Colis</b>								
Colis du régime intérieur	944	872	72	9,1	102	91	11	12,4
Colis de départ	114	120	(6)	(4,1)	4	5	(1)	(3,2)
Colis d'arrivée	182	193	(11)	(4,6)	39	42	(3)	(7,6)
Autres	11	15	(4)	(29,9)	–	–	–	–
<b>Total – Colis</b>	<b>1 251</b>	<b>1 200</b>	<b>51</b>	<b>5,1</b>	<b>145</b>	<b>138</b>	<b>7</b>	<b>5,7</b>
<b>Marketing direct</b>								
Courrier personnalisé <sup>MC</sup>	238	248	(10)	(3,7)	434	456	(22)	(4,0)
Courrier de quartier <sup>MC</sup>	200	212	(12)	(4,8)	1 722	1 833	(111)	(5,3)
<b>Total – Marketing Intelliposte<sup>MC</sup></b>	<b>438</b>	<b>460</b>	<b>(22)</b>	<b>(4,2)</b>	<b>2 156</b>	<b>2 289</b>	<b>(133)</b>	<b>(5,1)</b>
Poste-publications <sup>MC</sup>	74	79	(5)	(5,2)	109	119	(10)	(6,9)
Correspondance-réponse d'affaires <sup>MC</sup> et autre courrier	10	10	–	(3,1)	8	8	–	(6,9)
Autres	6	7	(1)	1,4	–	–	–	–
<b>Total – Marketing direct</b>	<b>528</b>	<b>556</b>	<b>(28)</b>	<b>(4,3)</b>	<b>2 273</b>	<b>2 416</b>	<b>(143)</b>	<b>(5,2)</b>
Autres produits	115	118	(3)	(1,8)	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>3 316</b>	<b>3 343</b>	<b>(27)</b>	<b>–</b>	<b>3 892</b>	<b>4 151</b>	<b>(259)</b>	<b>(5,5)</b>

**Courrier transactionnel**

Le déclin des produits et des volumes résultant de l'adoption de solutions de rechange numériques se poursuit. Le recul observé pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2019 a été en partie contrebalancé par la hausse des tarifs postaux réglementés entrée en vigueur au premier trimestre pour les envois du service Poste-lettres<sup>MC</sup>, les envois Poste aux lettres du régime international, ainsi que les droits postaux de services spéciaux.

**Colis**

Les taux de croissance du secteur Colis au deuxième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice sont nettement inférieurs aux augmentations observées au cours de l'exercice précédent, ce qui s'explique par le ralentissement de l'économie, par les répercussions toujours présentes du conflit de travail de 2018 et par les services concurrents tels que les heures de réception prolongées pour les commandes et la livraison la fin de semaine.

**Marketing direct**

Le déclin des produits et des volumes du secteur d'activité Marketing direct découle du fait que les clients de ce secteur réduisent leurs dépenses de marketing ou en redirigent une partie vers le marketing numérique ou d'autres médias, ou encore vers nos concurrents.

**Autres produits**

Pour le deuxième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, les autres produits sont inférieurs à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, surtout en raison d'une diminution des produits et services aux consommateurs, ce facteur ayant été en partie compensé par un profit de change.

## Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du secteur Postes Canada se chiffrent à 1 691 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, ce qui représente une diminution de 186 millions de dollars, ou 9,9 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, les charges d'exploitation ont diminué de 161 millions de dollars, ou 3,8 %<sup>2</sup>. Ces diminutions s'expliquent principalement par les coûts non récurrents au titre des avantages du personnel comptabilisés l'an dernier à l'égard des employés représentés par le STTP-FFRS et découlant de la décision relative à l'équité salariale de 2018; elles ont été en partie contrebalancées par les charges accrues accompagnant la croissance du secteur Colis.

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	% <sup>2</sup>
Main-d'œuvre	853	869	(16)	(1,8)	1 669	1 664	5	1,1
Avantages du personnel	343	511	(168)	(32,9)	668	835	(167)	(19,4)
<b>Total de la main-d'œuvre et des avantages du personnel</b>	<b>1 196</b>	<b>1 380</b>	<b>(184)</b>	<b>(13,3)</b>	<b>2 337</b>	<b>2 499</b>	<b>(162)</b>	<b>(5,7)</b>
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	239	235	4	1,6	495	493	2	1,3
Immobilier, installations et entretien	47	45	2	5,7	101	101	–	0,8
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	132	142	(10)	(6,7)	251	256	(5)	(1,1)
<b>Total des autres charges d'exploitation</b>	<b>418</b>	<b>422</b>	<b>(4)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>847</b>	<b>850</b>	<b>(3)</b>	<b>(0,5)</b>
Amortissement	77	75	2	2,3	153	149	4	3,1
<b>Total</b>	<b>1 691</b>	<b>1 877</b>	<b>(186)</b>	<b>(9,9)</b>	<b>3 337</b>	<b>3 498</b>	<b>(161)</b>	<b>(3,8)</b>

### Main-d'œuvre

Les charges liées à la main-d'œuvre ont diminué de 16 millions de dollars, ou 1,8 %, au deuxième trimestre de 2019 comparativement au deuxième trimestre de 2018. Cet écart est principalement attribuable à certains ajustements rétroactifs non récurrents comptabilisés en 2018 à l'égard des employés représentés par le STTP-FFRS par suite de la décision relative à l'équité salariale. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, les charges liées à la main-d'œuvre ont augmenté de 5 millions de dollars, ou 1,1 %<sup>2</sup>, sous l'effet des hausses salariales de 2019, ce qui a été en grande partie compensé par les ajustements rétroactifs apportés en 2018 à la suite de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS et par l'effet favorable d'une journée payée de moins au cours de la période écoulée depuis le début de l'exercice 2019.

### Avantages du personnel

Pour le deuxième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, les charges au titre des avantages du personnel sont inférieures de près de 170 millions de dollars à celles des périodes correspondantes de 2018, principalement à cause des coûts non récurrents comptabilisés au deuxième trimestre de 2018 par suite de la décision relative à l'équité salariale des employés représentés par le STTP-FFRS.

### Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre

Les charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison offerts en sous-traitance ont augmenté de 4 millions de dollars et de 2 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre et aux deux premiers trimestres de 2018, respectivement. Ces augmentations découlent de la hausse des coûts de réparation et d'entretien, des charges de transport et des dépenses liées aux véhicules.

### Immobilier, installations et entretien

Les charges liées aux installations ont légèrement augmenté, soit de 2 millions de dollars, ou 5,7 %, au deuxième trimestre de 2019 par rapport à la période correspondante de 2018, en raison surtout de la hausse des dépenses de fonctionnement. Toutefois, ces charges sont restées à peu près stables pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à la période correspondante de 2018.

### Frais de vente, frais administratifs et autres coûts

Les frais de vente, frais administratifs et autres coûts ont diminué de 10 millions de dollars, soit 6,7 %, et de 5 millions de dollars, soit 1,1 %<sup>2</sup>, au deuxième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2018. Ces diminutions s'expliquent par les taxes non récurrentes relatives à l'acheminement continu de marchandises d'arrivée comptabilisées l'an dernier et ont été en partie contrebalancées par une hausse des coûts du service à la clientèle et de la technologie de l'information, de même que par des charges plus élevées associées aux programmes.

### Amortissement

Les charges d'amortissement ont augmenté de 2 millions de dollars et de 4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2018 en raison des investissements plus élevés consacrés aux immobilisations.

## 5.5 Secteur Purolator

Le résultat net du secteur Purolator a augmenté de 5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 et diminué de 1 million de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, comparativement aux périodes correspondantes de 2018.

### Résultats de Purolator pour le deuxième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%
Produits d'exploitation	485	452	33	9,1 <sup>2</sup>	926	870	56	7,3 <sup>2</sup>
Charges d'exploitation	430	402	28	6,8	856	796	60	8,2 <sup>2</sup>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>55</b>	<b>50</b>	<b>5</b>	<b>12,5</b>	<b>70</b>	<b>74</b>	<b>(4)</b>	<b>(4,1)</b>
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(3)	(4)	1	19,1	(6)	(8)	2	23,6
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>52</b>	<b>46</b>	<b>6</b>	<b>15,5</b>	<b>64</b>	<b>66</b>	<b>(2)</b>	<b>(1,7)</b>
Charge d'impôt sur le résultat	14	13	1	14,2	17	18	(1)	(1,7)
<b>Résultat net</b>	<b>38</b>	<b>33</b>	<b>5</b>	<b>15,9</b>	<b>47</b>	<b>48</b>	<b>(1)</b>	<b>(1,6)</b>

### Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de Purolator ont augmenté de 33 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, ils ont augmenté de 56 millions de dollars. Ces hausses s'expliquent surtout par l'accroissement des volumes provenant des clients actuels ainsi que des nouveaux clients, principalement dans le segment entreprise à consommateur.

### Charges d'exploitation

#### Total des charges liées à la main-d'œuvre

Les charges liées à la main-d'œuvre s'établissent à 217 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, soit une augmentation de 13 millions de dollars, ou 6,5 %, comparativement à l'an dernier. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, ces charges s'élèvent à 438 millions de dollars, soit 34 millions de dollars, ou 9,2 %<sup>2</sup>, de plus que celles de la période correspondante de 2018. Ces hausses sont imputables aux hausses salariales annuelles et à l'essor des activités.

#### Total des charges non liées à la main-d'œuvre

Les charges non liées à la main-d'œuvre totalisent 213 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, ce qui représente une hausse de 15 millions de dollars, soit 7,0 %, comparativement au trimestre correspondant de 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, ces charges s'établissent à 418 millions de dollars, soit une hausse de 26 millions de dollars, ou 7,2 %<sup>2</sup>. Ces augmentations s'expliquent surtout par la croissance des activités.

## 5.6 Secteur Logistique

Comparativement aux périodes correspondantes de 2018, le résultat net du secteur Logistique s'est accru de 2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 et est resté stable pour la période écoulée depuis le début de l'exercice.

### Résultats du secteur Logistique pour le deuxième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	%
Produits d'exploitation	85	74	11	15,3 <sup>2</sup>	165	145	20	14,5 <sup>2</sup>
Charges d'exploitation	77	69	8	12,1	155	135	20	16,3 <sup>2</sup>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>29,7</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>–</b>	<b>(9,3)</b>
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(1)	–	(1)	(225,5)	(1)	–	(1)	(130,3)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>18,0</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>(1)</b>	<b>(18,9)</b>
Charge d'impôt sur le résultat	1	1	–	16,9	2	3	(1)	(19,5)
<b>Résultat net</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>18,5</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>–</b>	<b>(18,6)</b>

#### Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de SCI ont augmenté de 11 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, ils ont augmenté de 20 millions de dollars. Ces hausses résultent principalement de l'accroissement des volumes et de l'essor provenant des nouveaux clients.

#### Charges d'exploitation

##### *Total des charges liées à la main-d'œuvre*

Le total des charges liées à la main-d'œuvre se chiffre à 41 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, dépassant de 3 millions de dollars, ou 11,2 %, celui du deuxième trimestre de 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, les charges liées à la main-d'œuvre s'établissent à 83 millions de dollars, soit 9 millions de dollars, ou 14,8 %<sup>2</sup>, de plus que pour la période correspondante de 2018. Ces augmentations proviennent surtout de la croissance des volumes et de l'essor provenant des nouveaux clients.

##### *Total des charges non liées à la main-d'œuvre*

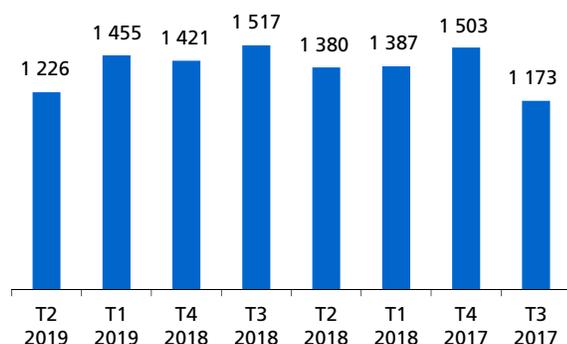
Le total des charges non liées à la main-d'œuvre se situe à 36 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, ce qui correspond à une augmentation de 5 millions de dollars, ou 13,2 %, comparativement au trimestre correspondant de 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, ces charges totalisent 72 millions de dollars, soit 11 millions de dollars, ou 18,1 %<sup>2</sup>, de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces augmentations résultent surtout de la croissance des volumes et de l'essor provenant des nouveaux clients.

## 6 Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital

### 6.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars)



Le Groupe d'entreprises dispose de 1 226 millions de dollars de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au 29 juin 2019, soit 195 millions de dollars de moins qu'au 31 décembre 2018, en raison principalement des acquisitions d'immobilisations.

### 6.2 Activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(101)	140	(241)	16	434	(418)

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont diminué de 241 millions de dollars et de 418 millions de dollars, pour le deuxième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2019, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2018. Leur variation négative sur un an s'explique essentiellement par les paiements au titre de l'équité salariale du STTP-FFRS versés en juin 2019 ainsi que par les ajustements moins élevés de la charge au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme, facteurs contrés en partie par l'augmentation des résultats en 2019.

### 6.3 Activités d'investissement

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	29 juin 2019	30 juin 2018	Écart	29 juin 2019	30 juin 2018	Écart
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(102)	(122)	20	(155)	(507)	352

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement ont diminué de 20 millions de dollars et de 352 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2018. Ces améliorations découlent principalement de la comptabilisation d'un produit net tiré de la vente de titres au sein du secteur Postes Canada en 2019, alors qu'en 2018 les opérations sur titres du secteur s'étaient soldées par une acquisition nette; ce facteur a été en partie contrebalancé par la hausse des acquisitions d'immobilisations par les secteurs Postes Canada et Purolator en 2019.

## Acquisitions d'immobilisations

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	29 juin 2019	30 juin 2018	Écart	29 juin 2019	30 juin 2018	Écart
Postes Canada	106	57	49	162	89	73
Purolator	37	8	29	50	11	39
Logistique	8	11	(3)	15	13	2
<b>Groupe d'entreprises de Postes Canada</b>	<b>151</b>	<b>76</b>	<b>75</b>	<b>227</b>	<b>113</b>	<b>114</b>

Les acquisitions d'immobilisations par le Groupe d'entreprises ont augmenté de 75 millions de dollars et de 114 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2018. Ces augmentations sont principalement attribuables aux dépenses plus élevées qu'ont consacrées les secteurs Postes Canada et Purolator à la capacité des infrastructures en 2019.

## 6.4 Activités de financement

(en millions de dollars)	Deuxièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart	29 juin 2019	30 juin 2018 <sup>1</sup>	Écart
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(26)	(26)	–	(55)	(52)	(3)

Au deuxième trimestre de 2019, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement sont restées les mêmes qu'au trimestre correspondant de 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, elles ont augmenté de 3 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2018, ce qui s'explique surtout par la légère augmentation des remboursements de principal sur les obligations locatives de tous les secteurs.

## 6.5 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes

En juin 2019, Postes Canada a déposé l'évaluation actuarielle du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) au 31 décembre 2018 auprès de l'organisme fédéral de réglementation des régimes de retraite, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières. Cette évaluation actuarielle indique un excédent sur le plan de la continuité de 3,4 milliards de dollars (selon la méthode de calcul fondée sur la valeur lissée des actifs du Régime) et un déficit de solvabilité devant être capitalisé de 5,7 milliards de dollars (selon le ratio moyen de solvabilité sur trois ans) ou de 5,1 milliards de dollars (selon la valeur marchande des actifs du régime). À la clôture du deuxième trimestre, le déficit de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du régime) avait augmenté et se situait à un montant estimatif de 6,6 milliards de dollars, surtout en raison d'une diminution du taux d'actualisation, dont l'effet a été en partie contrebalancé par des rendements favorables sur les placements. Postes Canada ne sera pas tenue d'effectuer de paiements spéciaux au titre de la solvabilité en 2019, mais elle devra en faire à compter de 2020. Postes Canada étudie ses options à court terme en matière de gestion des paiements spéciaux au titre de la solvabilité, et des consultations auprès des parties concernées sont en cours.

Aux deuxièmes trimestres de 2019 et de 2018, les cotisations pour services rendus s'élèvent à 55 millions de dollars et à 57 millions de dollars, respectivement. En mai 2019, des paiements de 11 millions de dollars au titre de la solvabilité ont été versés par suite de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS.

Postes Canada a comptabilisé des pertes de réévaluation du Régime de 784 millions de dollars après impôt dans les autres éléments du résultat global pour le deuxième trimestre de 2019 et de 1 319 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice à cause d'une réduction des taux d'actualisation, contrebalancée en partie par des rendements positifs sur les placements.

## 6.6 Liquidités et ressources en capital

### Liquidités

Le secteur Postes Canada dispose de 2 225 millions de dollars en placements liquides non affectés au 29 juin 2019, et de 100 millions de dollars en marges de crédit.

Postes Canada ne prévoit pas devoir effectuer de paiements spéciaux au titre de la solvabilité en 2019. Elle estime détenir des liquidités suffisantes et la capacité d'emprunt autorisé nécessaire pour soutenir ses activités pendant au moins les 12 prochains mois.

Les filiales de la Société disposent d'un total de 294 millions de dollars de trésorerie non affectée et de facilités de crédit disponibles de 114 millions de dollars au 29 juin 2019, ce qui leur assure des liquidités suffisantes pour soutenir leurs activités pendant au moins les 12 prochains mois.

### Accès aux marchés financiers

Au 29 juin 2019, les emprunts du secteur Postes Canada se chiffrent à 997 millions de dollars. La section 6.6 Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2018 donne des précisions sur les liquidités et l'accès aux marchés financiers.

## 7 Évolution de la situation financière

Examen des changements importants en matière d'actifs et de passifs entre le 29 juin 2019 et le 31 décembre 2018

(en millions de dollars)

ACTIF	29 juin 2019	31 déc. 2018 <sup>1</sup>	Écart	%	Explication
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 226	1 421	(195)	(13,8)	Consulter la section 6 Liquidités et ressources en capital.
Titres négociables	1 293	1 338	(45)	(3,3)	L'écart est attribuable à la venue à échéance d'obligations de sociétés.
Clients et autres débiteurs	923	979	(56)	(5,8)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des créances clients dans tous les secteurs et est compensé en partie par l'augmentation des créances liées aux règlements internationaux du secteur Postes Canada.
Autres actifs	276	103	173	168,3	L'écart est principalement attribuable à la hausse des charges payées d'avance des secteurs Postes Canada et Purolator ainsi qu'à l'augmentation des acomptes provisionnels pour le secteur Postes Canada.
<b>Total des actifs courants</b>	<b>3 718</b>	<b>3 841</b>	<b>(123)</b>	<b>(3,2)</b>	
Titres négociables	90	132	(42)	(31,7)	L'écart est attribuable à la venue à échéance d'obligations de sociétés.
Immobilisations corporelles	2 754	2 687	67	2,5	L'écart est principalement attribuable à l'excédent des acquisitions sur la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	114	106	8	7,7	L'écart est dû surtout à l'amortissement de logiciels.
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 022	982	40	4,0	L'écart est principalement dû au fait que les acquisitions (nouveaux contrats de location et renouvellements de contrats de location) ont surpassé l'amortissement dans les secteurs Postes Canada et Logistique.
Titres réservés	543	495	48	9,8	L'écart est principalement attribuable aux profits latents comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour le secteur Postes Canada.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	50	95	(45)	(47,4)	L'écart est principalement attribuable aux pertes de réévaluation découlant d'une réduction des taux d'actualisation en partie contrebalancée par les rendements positifs sur les placements.
Actifs d'impôt différé	2 213	1 680	533	31,7	L'écart est principalement attribuable à l'augmentation des différences temporaires liées au Régime de pension agréé et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de Postes Canada.
Écart d'acquisition	130	130	–	–	Il n'y a aucun écart.
Autres actifs	70	63	7	12,2	L'écart est principalement attribuable à une créance à long terme découlant d'un changement dans le calendrier de paiement des employés du STTP.
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>6 986</b>	<b>6 370</b>	<b>616</b>	<b>9,7</b>	
<b>Total des actifs</b>	<b>10 704</b>	<b>10 211</b>	<b>493</b>	<b>4,8</b>	

(en millions de dollars)

<b>PASSIF</b>	29 juin 2019	31 déc. 2018 <sup>1</sup>	Écart	%	Explication
Fournisseurs et autres créditeurs	547	648	(101)	(15,5)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des fournisseurs et autres créditeurs et des charges à payer des secteurs Postes Canada et Purolator.
Salaires et avantages à payer et provisions connexes	785	988	(203)	(20,6)	L'écart est principalement attribuable aux paiements en matière d'équité salariale du STTP-FFRS versés en juin 2019 par le secteur Postes Canada.
Provisions	54	61	(7)	(8,8)	Il n'y a aucun écart important.
Impôts à payer	–	8	(8)	(100,0)	L'écart est principalement attribuable au paiement d'une charge d'impôt pour le secteur Purolator.
Produits reportés	133	153	(20)	(13,6)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des produits différés au titre des timbres-poste pour le secteur Postes Canada.
Obligations locatives	108	109	(1)	(0,6)	Il n'y a aucun écart important.
Autres avantages à long terme	67	68	(1)	(2,3)	Il n'y a aucun écart important.
<b>Total des passifs courants</b>	<b>1 694</b>	<b>2 035</b>	<b>(341)</b>	<b>(16,7)</b>	
Obligations locatives	1 095	1 054	41	3,9	L'écart est principalement attribuable aux acquisitions (nouveaux contrats de location et renouvellements de contrats de location) des secteurs Postes Canada et Logistique, après paiements au titre de la location.
Prêts et emprunts	997	997	–	–	Il n'y a aucun écart.
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	8 783	6 277	2 506	39,9	L'écart est principalement attribuable aux pertes de réévaluation découlant d'une réduction des taux d'actualisation en partie contrebalancée par les rendements favorables sur les placements.
Autres passifs	22	22	–	7,6	Il n'y a aucun écart important.
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>10 897</b>	<b>8 350</b>	<b>2 547</b>	<b>30,5</b>	
<b>Total des passifs</b>	<b>12 591</b>	<b>10 385</b>	<b>2 206</b>	<b>21,3</b>	
<b>CAPITAUX PROPRES</b>					
Capital d'apport	1 155	1 155	–	–	Il n'y a aucun écart.
Cumul des autres éléments du résultat global	69	43	26	61,7	L'écart s'explique principalement par les profits latents sur les titres réservés du secteur Postes Canada.
Déficit accumulé	(3 144)	(1 408)	(1 736)	(123,6)	L'écart est principalement attribuable aux pertes de réévaluation du secteur Postes Canada.
<b>Capitaux du Canada</b>	<b>(1 920)</b>	<b>(210)</b>	<b>(1 710)</b>	<b>(820,6)</b>	
Participations ne donnant pas le contrôle	33	36	(3)	(9,3)	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>(1 887)</b>	<b>(174)</b>	<b>(1 713)</b>	<b>(993,2)</b>	
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>10 704</b>	<b>10 211</b>	<b>493</b>	<b>4,8</b>	

## 8 Risques et gestion des risques

*Examen des principaux risques et incertitudes propres à nos activités et de notre approche pour gérer les risques*

La direction prend en considération les risques et les possibilités à tous les niveaux de prise de décision et a mis en œuvre une approche rigoureuse en matière de gestion du risque d'entreprise. Lorsque cela convenait, Postes Canada a constitué des provisions relativement à certaines des réclamations suivantes. Si l'issue de ces réclamations devait différer des évaluations et des hypothèses de la direction, un ajustement considérable de la situation financière de la Société et de ses résultats d'exploitation pourrait survenir ultérieurement.

## Conventions collectives

Au cours du deuxième trimestre de 2019, le processus d'arbitrage s'est poursuivi entre Postes Canada et l'agent de négociation du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), qui représente les employés visés par deux conventions collectives distinctes (Exploitation postale urbaine et Factrices et facteurs ruraux et suburbains). Le STTP est le plus important syndicat de Postes Canada : il représente plus de 40 000 employés. L'objectif de la Société pendant tout processus de négociations collectives est d'établir un cadre de travail pour la croissance, tout en protégeant son autonomie financière d'une façon qui permet d'offrir des conditions de travail justes et raisonnables à ses employés et un service à la population canadienne.

## Plainte de disparité salariale de l'ACMPA

Le 12 mai 2019, l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) et Postes Canada sont parvenues à un accord relativement à la plainte déposée par l'ACMPA en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, qui alléguait qu'il y avait eu discrimination par la Société en matière de travail à valeur égale au cours de la période allant de 1992 à 1997. L'accord a par la suite été approuvé par la Commission canadienne des droits de la personne. Un comité réunissant des représentants de Postes Canada et de l'ACMPA travaillera à la mise en application du règlement convenu.

## Obligation en matière de santé et sécurité au travail aux termes du Code canadien du travail – Points de remise à Burlington

La Cour d'appel fédérale a rétabli l'instruction initiale d'un agent de santé et sécurité d'Emploi et Développement social Canada obligeant Postes Canada à procéder annuellement à une inspection de santé et de sécurité de tous les points de remise visés qui sont situés à Burlington, en Ontario. Bien que l'ordonnance prononcée vise uniquement les points de remise situés à Burlington, la logique voudrait que le même raisonnement s'applique à tous les points de remise du Canada. La Cour suprême du Canada a entendu l'appel de la décision de la Cour d'appel de l'Ontario le 10 décembre 2018 et doit rendre sa décision en 2019.

## Recours collectif concernant le régime d'assurance médicaments des employés et retraités de Postes Canada au Québec

En juin 2017, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'un recours collectif contre la Société. La poursuite allègue que la quote-part payée par certains travailleurs et retraités de la Société dans la province de Québec pour des médicaments d'ordonnance aux termes du régime d'assurance médicaments de Postes Canada depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013 excéderait le plafond annuel fixé en vertu de la *Loi sur l'assurance médicaments* du Québec. En essence, le représentant des plaignants du recours collectif demande que Postes Canada se soumette aux dispositions de cette loi stipulant les contributions maximales et souhaite obtenir le remboursement, pour tous les membres du recours collectif, des montants payés depuis le 8 juillet 2013 en excédent des contributions maximales prévues. Le dossier suit son cours. Postes Canada doit déposer l'exposé de sa défense d'ici le 6 septembre 2019. Le procès, dont la date de début n'a pas encore été fixée par le tribunal, devrait avoir lieu en 2020. Il est impossible pour le moment de déterminer l'issue de ce recours collectif.

## 9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables

*Examen des estimations comptables critiques et des changements de méthodes comptables en 2019 et dans les exercices ultérieurs*

### 9.1 Estimations comptables critiques et incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction se fonde sur l'information dont elle dispose afin de porter des jugements, faire des estimations et poser des hypothèses qui sont complexes et subjectifs et qui influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, estimations et hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, estimations et hypothèses ainsi que d'autres estimations et hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures.

Les estimations comptables critiques du Groupe d'entreprises demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent. D'autres renseignements sur ces estimations sont présentés dans le Rapport de gestion annuel de 2018, à la note 4 Estimations et jugements comptables critiques afférente aux états financiers consolidés de 2018 et à la note 4 afférente aux états financiers intermédiaires de la Société pour le trimestre clos le 30 mars 2019.

## 9.2 Prises de position en comptabilité

### a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

L'IASB et l'IFRS Interpretations Committee ont publié des prises de position dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. La norme décrite ci-après a été adoptée par le Groupe d'entreprises le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**IFRS 16, Contrats de location (IFRS 16)** • À l'adoption de l'IFRS 16, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le Groupe d'entreprises a procédé à une application rétrospective intégrale en se prévalant de dispositions transitoires. Dans le cadre de l'application rétrospective intégrale, le Groupe d'entreprises a dû ajuster le solde d'ouverture des résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ainsi que les autres montants comparatifs fournis pour chaque période antérieure présentée comme si l'IFRS 16 avait toujours été appliquée. Il s'agit d'un important changement de méthode comptable en raison du nombre de contrats de location auxquels le Groupe d'entreprises est partie.

L'incidence quantitative tient compte des éléments suivants :

- la comptabilisation, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, d'actifs au titre de droits d'utilisation de 944 millions de dollars et d'obligations locatives d'environ 1 102 millions de dollars relativement à des contrats qui étaient précédemment classés comme étant des contrats de location simple aux termes de l'IAS 17 ainsi qu'à d'autres contrats qui ont été identifiés comme contenant un contrat de location aux termes de l'IFRS 16 et qui étaient précédemment passés en charges dans les autres charges d'exploitation;
- la comptabilisation au 1<sup>er</sup> janvier 2018, dans les actifs au titre de droits d'utilisation, des véhicules et du matériel de production de 38 millions de dollars détenus aux termes de contrats de location-financement qui étaient précédemment comptabilisés dans les immobilisations corporelles de même que la présentation, dans les obligations locatives, de l'obligation locative de 41 millions de dollars au titre des contrats qui étaient précédemment classés comme étant des contrats de location-financement aux termes de l'IAS 17, obligation qui était précédemment présentée dans les prêts et emprunts;
- le retraitement de l'état du résultat global pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, dont une diminution de 63 millions de dollars des autres charges d'exploitation attribuable au fait que les charges au titre des contrats de location simple seront remplacées par une dotation aux amortissements pour les actifs au titre de droits d'utilisation de 49 millions de dollars en vertu de l'IFRS 16 et une charge d'intérêts sur les obligations locatives de 16 millions de dollars, ce qui entraînera une diminution nette de 3 millions de dollars du résultat avant impôt;
- une augmentation des sorties de trésorerie liées aux activités de financement, de 46 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, attribuable au fait que les paiements de principal seront présentés en tant que sorties de trésorerie liées aux activités de financement, alors que les paiements en vertu des contrats de location étaient présentés en tant que sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation aux termes de l'IAS 17.

### b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Au cours du deuxième trimestre de 2019, ni l'IASB ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations pouvant avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises. Les normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur sont présentées à la note 5 b) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

## Notes de fin de texte

1. Les montants pour l'exercice 2018 ont été retraités à la suite de l'adoption de normes comptables nouvelles ou modifiées. Les montants pour l'exercice 2017 n'ont pas été retraités; par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables aux montants de 2018. D'autres renseignements sont donnés à la section 9.2 Prises de position en comptabilité du présent rapport de gestion et à la note 3 Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées afférente aux états financiers connexes.
2. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux (ouvrables) ou de journées payées, le cas échéant.

## Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires (états financiers intermédiaires) conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires.

Le président-directeur général,



Le chef des finances,



Le 22 août 2019

# État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

Aux (non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	29 juin 2019	31 décembre 2018 (retraité – note 3)	1 <sup>er</sup> janvier 2018 (retraité – note 3)
<b>Actifs</b>				
<b>Actifs courants</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 226 \$	1 421 \$	1 503 \$
Titres négociables		1 293	1 338	821
Clients et autres débiteurs		923	979	946
Autres actifs	4	276	103	125
Total des actifs courants		3 718	3 841	3 395
<b>Actifs non courants</b>				
Titres négociables		90	132	–
Immobilisations corporelles	5	2 754	2 687	2 589
Immobilisations incorporelles	5	114	106	119
Actifs au titre de droits d'utilisation	5	1 022	982	944
Titres réservés		543	495	526
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	6	50	95	116
Actifs d'impôt différé		2 213	1 680	1 605
Écart d'acquisition		130	130	130
Autres actifs	4	70	63	11
Total des actifs non courants		6 986	6 370	6 040
Total des actifs		10 704 \$	10 211 \$	9 435 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>				
<b>Passifs courants</b>				
Fournisseurs et autres créditeurs		547 \$	648 \$	579 \$
Salaires et avantages à payer et provisions connexes		785	988	600
Provisions		54	61	77
Impôt à payer		–	8	38
Produits différés		133	153	135
Obligations locatives	7	108	109	106
Passifs au titre des autres avantages à long terme	6	67	68	63
Total des passifs courants		1 694	2 035	1 598
<b>Passifs non courants</b>				
Obligations locatives	7	1 095	1 054	996
Prêts et emprunts	7	997	997	997
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	8 783	6 277	6 297
Autres passifs		22	22	23
Total des passifs non courants		10 897	8 350	8 313
Total des passifs		12 591	10 385	9 911
<b>Capitaux propres</b>				
Capital d'apport		1 155	1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global	8	69	43	54
Déficit accumulé		(3 144)	(1 408)	(1 713)
Capitaux du Canada		(1 920)	(210)	(504)
Participations ne donnant pas le contrôle		33	36	28
Total des capitaux propres		(1 887)	(174)	(476)
Total des passifs et des capitaux propres		10 704 \$	10 211 \$	9 435 \$
Passifs éventuels	10			

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

Périodes de  (non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	13 semaines closes les		26 semaines closes les	
		29 juin 2019	30 juin 2018 (retraité – note 3)	29 juin 2019	30 juin 2018 (retraité – note 3)
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>15</b>	<b>2 183 \$</b>	2 141 \$	<b>4 347 \$</b>	4 303 \$
<b>Charges d'exploitation</b>					
Main-d'œuvre		<b>1 088</b>	1 087	<b>2 138</b>	2 093
Avantages du personnel		<b>395</b>	562	<b>777</b>	941
		<b>1 483</b>	1 649	<b>2 915</b>	3 034
Autres charges d'exploitation	<b>12</b>	<b>576</b>	566	<b>1 158</b>	1 131
Amortissement	<b>5</b>	<b>106</b>	102	<b>211</b>	207
Total des charges d'exploitation		<b>2 165</b>	2 317	<b>4 284</b>	4 372
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>18</b>	(176)	<b>63</b>	(69)
<b>Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement</b>					
Produits de placement et autres produits	<b>13</b>	<b>17</b>	11	<b>34</b>	19
Charges financières et autres charges	<b>13</b>	<b>(24)</b>	(26)	<b>(47)</b>	(47)
Charges nettes liées aux activités d'investissement et de financement		<b>(7)</b>	(15)	<b>(13)</b>	(28)
Résultat avant impôt		<b>11</b>	(191)	<b>50</b>	(97)
<b>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat</b>		<b>2</b>	(44)	<b>12</b>	(22)
<b>Résultat net</b>		<b>9 \$</b>	(147) \$	<b>38 \$</b>	(75) \$
<b>Autres éléments du résultat global</b>					
<b>Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</b>					
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers		<b>10 \$</b>	(1) \$	<b>33 \$</b>	(4) \$
Écart de conversion		–	1	–	1
Ajustement de reclassement au titre des profits comptabilisés en résultat net		–	–	<b>(7)</b>	–
<b>Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net</b>					
Réévaluations des régimes à prestations définies	<b>6</b>	<b>(966)</b>	774	<b>(1 777)</b>	768
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>8</b>	<b>(956)</b>	774	<b>(1 751)</b>	765
<b>Résultat global</b>		<b>(947) \$</b>	627 \$	<b>(1 713) \$</b>	690 \$
<b>Résultat net attribuable au (aux) :</b>					
Gouvernement du Canada		<b>6 \$</b>	(149) \$	<b>34 \$</b>	(78) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		<b>3</b>	2	<b>4</b>	3
		<b>9 \$</b>	(147) \$	<b>38 \$</b>	(75) \$
<b>Résultat global attribuable au (aux) :</b>					
Gouvernement du Canada		<b>(946) \$</b>	623 \$	<b>(1 710) \$</b>	684 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		<b>(1)</b>	4	<b>(3)</b>	6
		<b>(947) \$</b>	627 \$	<b>(1 713) \$</b>	690 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

## État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres

<b>Période de 13 semaines close le 29 juin 2019</b> (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<b>Solde au 30 mars 2019</b>	<b>1 155 \$</b>	<b>59 \$</b>	<b>(2 188) \$</b>	<b>(974) \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>(940) \$</b>
<b>Résultat net</b>	–	–	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>9</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	–	<b>10</b>	<b>(962)</b>	<b>(952)</b>	<b>(4)</b>	<b>(956)</b>
<b>Résultat global</b>	–	<b>10</b>	<b>(956)</b>	<b>(946)</b>	<b>(1)</b>	<b>(947)</b>
<b>Solde au 29 juin 2019</b>	<b>1 155 \$</b>	<b>69 \$</b>	<b>(3 144) \$</b>	<b>(1 920) \$</b>	<b>33 \$</b>	<b>(1 887) \$</b>

Période de 13 semaines close le 30 juin 2018 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2018, montant présenté précédemment	1 155 \$	51 \$	(1 545) \$	(339) \$	34 \$	(305) \$
Incidence de l'adoption des nouvelles normes (note 3)	–	–	(104)	(104)	(4)	(108)
Solde retraité au 31 mars 2018	1 155	51	(1 649)	(443)	30	(413)
Résultat net	–	–	(149)	(149)	2	(147)
Autres éléments du résultat global	–	–	772	772	2	774
Résultat global	–	–	623	623	4	627
Solde au 30 juin 2018	1 155 \$	51 \$	(1 026) \$	180 \$	34 \$	214 \$

<b>Période de 26 semaines close le 29 juin 2019</b> (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31 décembre 2018, montant présenté précédemment</b>	<b>1 155 \$</b>	<b>43 \$</b>	<b>(1 300) \$</b>	<b>(102) \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>(62) \$</b>
<b>Incidence de l'adoption des nouvelles normes (note 3)</b>	–	–	<b>(108)</b>	<b>(108)</b>	<b>(4)</b>	<b>(112)</b>
<b>Solde retraité au 31 décembre 2018</b>	<b>1 155</b>	<b>43</b>	<b>(1 408)</b>	<b>(210)</b>	<b>36</b>	<b>(174)</b>
<b>Résultat net</b>	–	–	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>4</b>	<b>38</b>
<b>Autres éléments du résultat global (note 8)</b>	–	<b>26</b>	<b>(1 770)</b>	<b>(1 744)</b>	<b>(7)</b>	<b>(1 751)</b>
<b>Résultat global</b>	–	<b>26</b>	<b>(1 736)</b>	<b>(1 710)</b>	<b>(3)</b>	<b>(1 713)</b>
<b>Solde au 29 juin 2019</b>	<b>1 155 \$</b>	<b>69 \$</b>	<b>(3 144) \$</b>	<b>(1 920) \$</b>	<b>33 \$</b>	<b>(1 887) \$</b>

Période de 26 semaines close le 30 juin 2018 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2017, montant présenté précédemment	1 155 \$	54 \$	(1 611) \$	(402) \$	32 \$	(370) \$
Incidence de l'adoption des nouvelles normes (note 3)	–	–	(102)	(102)	(4)	(106)
Solde à l'ouverture de l'exercice, montant retraité	1 155	54	(1 713)	(504)	28	(476)
Résultat net	–	–	(78)	(78)	3	(75)
Autres éléments du résultat global (note 8)	–	(3)	765	762	3	765
Résultat global	–	(3)	687	684	6	690
Solde au 30 juin 2018	1 155 \$	51 \$	(1 026) \$	180 \$	34 \$	214 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie

Périodes de	13 semaines closes les		26 semaines closes les		
	Notes	29 juin 2019	30 juin 2018 (retraité – note 3)	29 juin 2019	30 juin 2018 (retraité – note 3)
(non audité – en millions de dollars canadiens)					
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Résultat net		9 \$	(147) \$	38 \$	(75) \$
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :					
Amortissement	5	106	102	211	207
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	230	435	458	661
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	(140)	(128)	(281)	(266)
(Profit) perte sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	13	(1)	1	(1)	2
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		2	(44)	12	(22)
Charges d'intérêts nettes	13	4	9	7	18
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation :					
(Augmentation) diminution des clients et autres débiteurs		(41)	(27)	57	8
(Diminution) augmentation des fournisseurs et autres créditeurs		(2)	12	(99)	(64)
(Diminution) augmentation des salaires et avantages à payer et provisions connexes		(223)	(45)	(205)	95
(Diminution) augmentation des provisions		(4)	20	(4)	23
Variation nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation		(15)	(4)	(64)	(6)
Autres produits sans effet sur la trésorerie, montant net		(5)	(6)	(16)	(11)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant intérêts et impôt		(80)	178	113	570
Intérêts perçus		23	17	41	27
Intérêts payés		(10)	(10)	(41)	(40)
Impôts payés		(34)	(45)	(97)	(123)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation		(101)	140	16	434
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Acquisition de titres		(428)	(470)	(1 016)	(1 023)
Produit de la vente de titres		474	423	1 095	673
Acquisition d'immobilisations		(151)	(76)	(227)	(113)
Produit de la vente d'immobilisations		2	1	2	1
Augmentation (diminution) des créances à long terme		1	–	(9)	(45)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(102)	(122)	(155)	(507)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Remboursements d'obligations locatives, après déduction du produit de sous-location		(26)	(25)	(55)	(52)
Autres activités de financement, montant net		–	(1)	–	–
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		(26)	(26)	(55)	(52)
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		1 455	1 387	1 421	1 503
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		–	1	(1)	2
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>1 226 \$</b>	<b>1 380 \$</b>	<b>1 226 \$</b>	<b>1 380 \$</b>

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 29 juin 2019  
(non audités – en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 1 Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de livraison de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays ainsi qu'entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi sur la Société canadienne des postes* donne à la Société l'exclusivité (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres, et de leur livraison aux destinataires au Canada. La Société est également assujettie à des instructions émises en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, comme l'indique la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. L'état de ces instructions demeure inchangé.

## 2 Règles de présentation

**Déclaration de conformité** • La Société a établi ses états financiers consolidés résumés intermédiaires (états financiers intermédiaires) conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Conformément aux dispositions de cette norme, les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne présentent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les présents états financiers intermédiaires ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées et en vigueur à la date de clôture. Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires et en a autorisé la publication le 22 août 2019.

**Règles de présentation** • Les présents états financiers intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour les cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les montants sont présentés en millions de dollars, sauf indication contraire.

**Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation** • Les présents états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

**Principales méthodes comptables** • Les principales méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers intermédiaires sont énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, sauf pour ce qui est de l'application des nouvelles normes, des modifications et des interprétations entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers intermédiaires de la Société pour le trimestre clos le 30 mars 2019. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées.

**Caractère saisonnier des activités** • Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice, les pics de demande ayant lieu pendant les Fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

**Méthode de consolidation** • Les présents états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la Société et de ses filiales : Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte). La Société, Purolator, SCI et Innovaposte sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises.

**Estimations et jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations** • L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, sauf pour ce qui est de l'application des nouvelles normes, des modifications et des interprétations entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, dont il est question à la note 4 afférente aux états financiers intermédiaires de la Société pour le trimestre clos le 30 mars 2019.

### 3 Adoption de normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

#### a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

L'International Accounting Standards Board (IASB) et l'IFRS Interpretations Committee ont publié des prises de position dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. La norme décrite ci-après a été adoptée par le Groupe d'entreprises le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**IFRS 16, Contrats de location (IFRS 16)** • L'IASB a publié l'IFRS 16, mettant ainsi la touche finale à son projet d'amélioration de l'information financière à fournir en matière de contrats de location. Cette nouvelle norme, qui remplacera l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17), et l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location* (IFRIC 4), énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des contrats de location, de même que les informations à fournir à leur sujet, et ce, pour les parties à un contrat. Pour les preneurs, l'IFRS 16 élimine l'exigence de classement des contrats de location en contrats de location-financement ou en contrats de location simple énoncée dans l'IAS 17 et exige la comptabilisation des actifs et des passifs liés à tous les contrats de location, sauf si la durée du contrat est inférieure à 12 mois ou si le bien sous-jacent est de faible valeur. L'IFRS 16 reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17, conservant l'exigence de classement des contrats de location en contrats de location-financement ou en contrats de location simple et l'exigence de comptabilisation des contrats de location selon leur classement.

**a.1) Incidence globale de l'adoption** • À l'adoption de l'IFRS 16, le Groupe d'entreprises a procédé à une application rétrospective intégrale en se prévalant de dispositions transitoires. Dans le cadre de l'application rétrospective intégrale, le Groupe d'entreprises a dû ajuster le solde d'ouverture des résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ainsi que les autres montants comparatifs fournis pour chaque période antérieure présentée comme si l'IFRS 16 avait toujours été appliquée.

**a.2) Définition d'un contrat de location** • Le Groupe d'entreprises a procédé à un examen exhaustif de ses contrats existants afin de déterminer s'ils pouvaient contenir un contrat de location. Faisaient partie également de cet examen les contrats que le Groupe d'entreprises avait antérieurement identifiés comme étant des contrats de location aux termes de l'IAS 17 et de l'IFRIC 4 ainsi que ceux qu'il avait antérieurement identifiés comme ne contenant pas de contrats de location. Le Groupe d'entreprises a ensuite appliqué l'IFRS 16 à tous les contrats qu'il avait identifiés comme contenant un contrat de location. Pour déterminer si un contrat donné contenait ou non un contrat de location, les critères suivants ont été pris en considération : existence ou non d'un bien déterminé, existence ou non d'un droit permettant d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien, existence ou non d'un droit permettant de décider comment et à quelle fin utiliser le bien, existence ou non d'un droit permettant d'exploiter le bien tout au long de la durée d'utilisation sans que le fournisseur puisse changer les consignes d'exploitation et existence ou non de consignes prédéterminant comment et à quelle fin le bien serait utilisé. Cet examen exhaustif a permis d'identifier des contrats de location visant des véhicules régis par des accords avec des propriétaires-exploitants. Les contrats de location recensés au terme de cet examen sont sensiblement les mêmes que ceux qui l'auraient été au moyen de l'ancienne définition. Le Groupe d'entreprises applique la définition d'un contrat de location ainsi que les directives connexes prévues à l'IFRS 16 à tous les contrats qu'il a identifiés comme contenant un contrat de location, et ce, comme s'il avait toujours appliqué cette norme.

**a.3) Incidence sur la comptabilisation par le preneur** • En tant que preneur, le Groupe d'entreprises classait précédemment ses contrats de location comme étant soit des contrats de location simple soit des contrats de location-financement après avoir déterminé si la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent lui était transférée aux termes de ces derniers. Conformément à l'IFRS 16, le Groupe d'entreprises :

- a comptabilisé à l'état intermédiaire de la situation financière des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, lesquels ont été évalués à la valeur actualisée des paiements locatifs futurs obtenue par application du taux d'emprunt marginal;
- a comptabilisé à l'état intermédiaire du résultat global une dotation aux amortissements pour les actifs au titre de droits d'utilisation et une charge d'intérêts sur les obligations locatives;
- a présenté séparément à l'état intermédiaire des flux de trésorerie le montant total des sorties de trésorerie se rapportant au principal (dans les activités de financement) et de celles se rapportant aux intérêts (dans les activités d'exploitation).

Le Groupe d'entreprises a appliqué les exemptions relatives à la comptabilisation aux biens de faible valeur (soit ceux ayant une valeur à l'état neuf d'au plus 5 000 \$, y compris des éléments tels que du matériel informatique ou de bureau) et aux contrats de location à court terme (soit ceux d'une durée d'au plus 12 mois pour toutes les catégories d'actifs au titre de droits d'utilisation). Les paiements au titre de tels contrats de location sont comptabilisés en charges sur la durée du contrat de location.

Les avantages incitatifs à la location, telles les périodes exemptes de loyer, sont comptabilisés à même le calcul des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives. Aux termes de l'IAS 17, ils entraînaient la comptabilisation d'un passif au titre des avantages incitatifs à la location, lequel était amorti selon le mode linéaire par diminution de la charge locative. Aux termes de l'IFRS 16, les actifs au titre de droits d'utilisation font l'objet d'un test de dépréciation conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, afin de remplacer l'exigence antérieure qui consistait à comptabiliser une provision pour contrats déficitaires.

**a.4) Incidence sur la comptabilisation par le bailleur** • Le Groupe d'entreprises continuera à classer les contrats de sous-location comme étant soit des contrats de location simple soit des contrats de location-financement après avoir réévalué leur nature dans le cadre de sa transition vers l'IFRS 16. Aux termes de l'IFRS 16, ce classement porte sur l'actif au titre du droit d'utilisation plutôt que sur le bien sous-jacent. L'approche en matière de comptabilisation par le bailleur est par ailleurs demeurée essentiellement inchangée par rapport à celle de l'IAS 17. Le Groupe d'entreprises continuera à constater les produits tirés de la sous-location aux termes de contrats classés comme étant des contrats de location simple en diminution des autres charges d'exploitation, tandis que tout produit tiré de la sous-location aux termes de contrats classés comme étant des contrats de location-financement sera comptabilisé au titre des produits de placement et autres produits.

L'incidence globale de ces changements sur la situation financière et le résultat global se présente comme suit :

#### État consolidé de la situation financière

Au 1 <sup>er</sup> janvier 2018 (en millions)	Montant présenté précédemment	Incidence de l'IFRS 16	Montant retraité
Autres actifs (courants)	126 \$	(1) \$	125 \$
Immobilisations corporelles	2 627	(38)	2 589
Actifs au titre de droits d'utilisation	–	944	944
Actifs d'impôt différé	1 568	37	1 605
Autres actifs (non courants)	7	4	11
Fournisseurs et autres créditeurs	583	(4)	579
Produits différés	138	(3)	135
Obligations locatives (courantes)	–	106	106
Prêts et emprunts (courants)	13	(13)	–
Obligations locatives (non courantes)	–	996	996
Prêts et emprunts (non courants)	1 025	(28)	997
Autres passifs (non courants)	25	(2)	23
Déficit accumulé	(1 611)	(102)	(1 713)
Participations ne donnant pas le contrôle	32	(4)	28

**État consolidé de la situation financière**

<b>Au 31 décembre 2018</b> (en millions)	<b>Montant présenté précédemment</b>	<b>Incidence de l'IFRS 16</b>	<b>Montant retraité</b>
Autres actifs (courants)	102 \$	1 \$	103 \$
Immobilisations corporelles	2 709	(22)	2 687
Actifs au titre de droits d'utilisation	–	982	982
Actifs d'impôt différé	1 641	39	1 680
Autres actifs (non courants)	49	14	63
Fournisseurs et autres créditeurs	653	(5)	648
Produits différés	154	(1)	153
Obligations locatives (courantes)	–	109	109
Prêts et emprunts (courants)	12	(12)	–
Obligations locatives (non courantes)	–	1 054	1 054
Prêts et emprunts (non courants)	1 013	(16)	997
Autres passifs (non courants)	25	(3)	22
Déficit accumulé	(1 300)	(108)	(1 408)
Participations ne donnant pas le contrôle	40	(4)	36

**État consolidé du résultat global**

<b>Pour la période de 13 semaines close le 30 juin 2018</b> (en millions)	<b>Montant présenté précédemment</b>	<b>Incidence de l'IFRS 16</b>	<b>Montant retraité</b>
Produits d'exploitation	2 142 \$	(1) \$	2 141 \$
Autres charges d'exploitation	599	(33)	566
Amortissement	77	25	102
Charges financières et autres charges	(18)	(8)	(26)
Résultat avant impôt	(190)	(1)	(191)
Résultat net	(146)	(1)	(147)

**État consolidé du résultat global**

<b>Pour la période de 26 semaines close le 30 juin 2018</b> (en millions)	<b>Montant présenté précédemment</b>	<b>Incidence de l'IFRS 16</b>	<b>Montant retraité</b>
Produits d'exploitation	4 304 \$	(1) \$	4 303 \$
Autres charges d'exploitation	1 194	(63)	1 131
Amortissement	158	49	207
Charges financières et autres charges	(31)	(16)	(47)
Résultat avant impôt	(94)	(3)	(97)
Résultat net	(72)	(3)	(75)

**État consolidé des flux de trésorerie**

<b>Pour la période de 13 semaines close le 30 juin 2018</b> (en millions)	<b>Montant présenté précédemment</b>	<b>Incidence de l'IFRS 16</b>	<b>Montant retraité</b>
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	118 \$	22 \$	140 \$
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(4)	(22)	(26)

**État consolidé des flux de trésorerie**

<b>Pour la période de 26 semaines close le 30 juin 2018</b> (en millions)	<b>Montant présenté précédemment</b>	<b>Incidence de l'IFRS 16</b>	<b>Montant retraité</b>
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	388 \$	46 \$	434 \$
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(6)	(46)	(52)

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 est incluse dans les notes 4, 7, 12, 13 et 15, et les sous-totaux et totaux comparatifs obtenus à la suite du retraitement au titre de l'IFRS 16 sont présentés dans les états financiers consolidés retraités.

L'évaluation quantitative de l'incidence comptable tient compte des éléments suivants :

- une variation des autres actifs attribuable au fait qu'une charge locative payée d'avance comptabilisée aux termes de l'IAS 17 est désormais portée en diminution de l'obligation locative, ce qui est contrebalancé par la partie courante des contrats de sous-location classés comme étant des contrats de location-financement;
- la comptabilisation, désormais dans les actifs au titre de droits d'utilisation, des véhicules et du matériel des installations détenus aux termes de contrats de location-financement qui étaient précédemment comptabilisés dans les immobilisations corporelles de même que la présentation, désormais dans les obligations locatives, de l'obligation locative au titre des contrats qui étaient précédemment classés comme étant des contrats de location-financement aux termes de l'IAS 17 et présentés dans les prêts et emprunts;
- la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation relativement à des contrats de location qui étaient précédemment classés comme étant des contrats de location simple aux termes de l'IAS 17 ainsi qu'à d'autres contrats qui ont été identifiés comme contenant un contrat de location aux termes de l'IFRS 16 et qui étaient précédemment passés en charges dans les autres charges d'exploitation;
- une augmentation des autres actifs non courants attribuable au fait que les contrats de sous-location classés comme étant des contrats de location-financement sont comptabilisés;
- une augmentation des obligations locatives courantes et non courantes attribuable au fait que tous les paiements au titre de la location sont désormais comptabilisés comme un passif financier représentant l'obligation d'effectuer des paiements futurs au titre de la location;
- une diminution du résultat net avant impôt attribuable au fait que la charge locative (comptabilisée dans les autres charges d'exploitation) est remplacée par une dotation aux amortissements pour les actifs au titre de droits d'utilisation et par une charge d'intérêts sur les obligations locatives;
- une augmentation des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des sorties de trésorerie liées aux activités de financement attribuable au fait que les remboursements sur le principal des obligations locatives doivent être présentés en tant que sorties de trésorerie liées aux activités de financement aux termes de l'IFRS 16, alors que les paiements au titre de la location étaient présentés en tant que sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation aux termes de l'IAS 17.

Le ministre des Finances examine et approuve le financement des activités des sociétés d'État et fournit les approbations nécessaires aux emprunts qu'elles effectuent. L'application de l'IFRS 16, *Contrats de location*, entraîne la comptabilisation des transactions de location qui représentent un engagement financier significatif à long terme dont la série de paiements ressemble à une obligation au titre d'une dette à long terme; de ce fait, elles sont réputées être des emprunts. En conséquence, le gouverneur en conseil a approuvé les modifications au paragraphe 10b) du *Règlement général de 1995 sur les sociétés d'État* apportées en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, qui déterminent le seuil au-delà duquel il est nécessaire d'obtenir l'approbation du ministre des Finances pour la durée et les conditions d'une transaction de location. Dans le cas des contrats de location, le nouveau seuil réglementaire au-delà duquel il est nécessaire d'obtenir l'approbation du ministre des Finances correspond à la moindre des valeurs suivantes : 5 % de l'actif total de la Société ou 10 millions de dollars. Le montant global d'emprunt autorisé de la Société de 2,5 milliards de dollars prévu par la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010* demeure inchangé et n'est pas touché par la transition à l'IFRS 16.

## b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Au cours du trimestre écoulé, ni l'IASB ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations pouvant avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises. Les normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur sont présentées à la note 5 b) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

## 4 Autres actifs

Aux (en millions)	29 juin 2019	31 décembre 2018 (retraité – note 3)
Impôt à recevoir	136 \$	5 \$
Charges payées d'avance	140	98
Actifs détenus en vue de la vente	1	1
Créances au titre de contrats de location-financement	16	19
Autres débiteurs	53	43
<b>Total des autres actifs</b>	<b>346 \$</b>	<b>166 \$</b>
Autres actifs courants	<b>276 \$</b>	103 \$
Autres actifs non courants	<b>70</b>	63

Le tableau qui suit présente les paiements non actualisés au titre de la location devant être reçus annuellement pour chacune des périodes indiquées.

Aux (en millions)	29 juin 2019	31 décembre 2018 (retraité – note 3)
<b>Flux de trésorerie contractuels non actualisés</b>		
Moins d'un an	5 \$	5 \$
D'un an à cinq ans	12	14
<b>Total des créances non actualisées au titre des contrats de location-financement</b>	<b>17 \$</b>	<b>19 \$</b>

## 5 Immobilisations

### a) Immobilisations corporelles

(en millions)	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel des installations	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
<b>Coût</b>									
Solde retraité au 31 décembre 2018	347 \$	2 138 \$	318 \$	1 177 \$	503 \$	354 \$	1 058 \$	103 \$	5 998 \$
Entrées	15	22	12	14	24	13	30	69	199
Mises hors service	–	–	–	–	(2)	–	(2)	–	(4)
Transferts	–	15	2	–	–	3	27	(47)	–
<b>29 juin 2019</b>	<b>362 \$</b>	<b>2 175 \$</b>	<b>332 \$</b>	<b>1 191 \$</b>	<b>525 \$</b>	<b>370 \$</b>	<b>1 113 \$</b>	<b>125 \$</b>	<b>6 193 \$</b>
<b>Cumul des amortissements</b>									
Solde retraité au 31 décembre 2018	– \$	1 171 \$	241 \$	723 \$	317 \$	275 \$	584 \$	– \$	3 311 \$
Amortissement	–	29	8	36	22	14	23	–	132
Mises hors service	–	–	–	–	(2)	–	(2)	–	(4)
<b>29 juin 2019</b>	<b>– \$</b>	<b>1 200 \$</b>	<b>249 \$</b>	<b>759 \$</b>	<b>337 \$</b>	<b>289 \$</b>	<b>605 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>3 439 \$</b>
<b>Valeur comptable</b>									
Solde retraité au 31 décembre 2018	347 \$	967 \$	77 \$	454 \$	186 \$	79 \$	474 \$	103 \$	2 687 \$
<b>29 juin 2019</b>	<b>362 \$</b>	<b>975 \$</b>	<b>83 \$</b>	<b>432 \$</b>	<b>188 \$</b>	<b>81 \$</b>	<b>508 \$</b>	<b>125 \$</b>	<b>2 754 \$</b>

**b) Immobilisations incorporelles**

(en millions)	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de service et relations clients	Total
<b>Coût</b>				
31 décembre 2018	818 \$	9 \$	23 \$	850 \$
Entrées	2	27	–	29
<b>29 juin 2019</b>	<b>820 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>879 \$</b>
<b>Cumul des amortissements</b>				
31 décembre 2018	722 \$	– \$	22 \$	744 \$
Amortissement	21	–	–	21
<b>29 juin 2019</b>	<b>743 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>765 \$</b>
<b>Valeur comptable</b>				
31 décembre 2018	96 \$	9 \$	1 \$	106 \$
<b>29 juin 2019</b>	<b>77 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>114 \$</b>

**c) Actifs au titre de droits d'utilisation**

(en millions)	Terrains	Immeubles (contrats de location bruts)	Immeubles (contrats de location nets)	Véhicules	Matériel des installations	Total
<b>Valeur comptable</b>						
Solde retraité au 31 décembre 2018	118 \$	230 \$	597 \$	34 \$	3 \$	982 \$
Entrées	–	33	65	–	–	98
Amortissement	(2)	(13)	(35)	(7)	(1)	(58)
<b>29 juin 2019</b>	<b>116 \$</b>	<b>250 \$</b>	<b>627 \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>1 022 \$</b>

**6 Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme****a) Passif net au titre des prestations définies**

Le passif net au titre des prestations définies comptabilisé et présenté à l'état intermédiaire de la situation financière se présente comme suit :

Aux (en millions)	29 juin 2019	31 décembre 2018
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	<b>50 \$</b>	95 \$
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite	4 716 \$	2 701 \$
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	4 134	3 644
Total des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	8 850 \$	6 345 \$
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	<b>67 \$</b>	68 \$
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	<b>8 783 \$</b>	6 277 \$

**b) Coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies**

Les composantes du coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies comptabilisées à l'état intermédiaire du résultat global se présentent comme suit :

Périodes de 13 semaines closes les (en millions)	29 juin 2019			30 juin 2018		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	132 \$	29 \$	161 \$	137 \$	29 \$	166 \$
Coût financier	270	35	305	256	35	291
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(246)	–	(246)	(235)	–	(235)
Modifications de régimes	–	–	–	177	28	205
Autres frais administratifs	4	–	4	3	–	3
Charge au titre des prestations définies	160	64	224	338	92	430
Charge au titre des cotisations définies	6	–	6	5	–	5
Charge totale	166	64	230	343	92	435
Rendement des titres réservés	–	(4)	(4)	–	(4)	(4)
<b>Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel</b>	<b>166 \$</b>	<b>60 \$</b>	<b>226 \$</b>	<b>343 \$</b>	<b>88 \$</b>	<b>431 \$</b>
Profits (pertes) de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	457 \$	– \$	457 \$	(429) \$	– \$	(429) \$
Pertes actuarielles	(1 601)	(147)	(1 748)	(535)	(68)	(603)
<b>Composante incluse dans les autres éléments du résultat global<sup>1,2</sup></b>	<b>(1 144) \$</b>	<b>(147) \$</b>	<b>(1 291) \$</b>	<b>(964) \$</b>	<b>(68) \$</b>	<b>(1 032) \$</b>

Périodes de 26 semaines closes les	29 juin 2019			30 juin 2018		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	263 \$	57 \$	320 \$	275 \$	57 \$	332 \$
Coût financier	536	70	606	512	70	582
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(487)	–	(487)	(470)	–	(470)
Modifications de régimes	–	–	–	177	23	200
Autres frais administratifs	7	–	7	7	–	7
Charge au titre des prestations définies	319	127	446	501	150	651
Charge au titre des cotisations définies	12	–	12	10	–	10
Charge totale	331	127	458	511	150	661
Rendement des titres réservés	–	(15)	(15)	–	(9)	(9)
<b>Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel</b>	<b>331 \$</b>	<b>112 \$</b>	<b>443 \$</b>	<b>511 \$</b>	<b>141 \$</b>	<b>652 \$</b>
Profits (pertes) de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	2 006 \$	– \$	2 006 \$	(355) \$	– \$	(355) \$
Pertes actuarielles	(3 934)	(445)	(4 379)	(539)	(130)	(669)
<b>Composante incluse dans les autres éléments du résultat global<sup>1,2</sup></b>	<b>(1 928) \$</b>	<b>(445) \$</b>	<b>(2 373) \$</b>	<b>(894) \$</b>	<b>(130) \$</b>	<b>(1 024) \$</b>

1. Les montants présentés dans ces tableaux excluent un recouvrement d'impôt de 325 millions de dollars et de 596 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de 13 semaines et de 26 semaines closes le 29 juin 2019 (recouvrement d'impôt de 258 millions de dollars et de 256 millions de dollars, respectivement, au 30 juin 2018).

2. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au 29 juin 2019 se chiffrent à 3,0 % et à 3,1 %, comparativement à 3,3 % et à 3,4 % au 30 mars 2019. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au 30 juin 2018 se chiffraient à 3,7 % et à 3,8 %, comparativement à 3,6 % et à 3,7 % au 31 mars 2018.

**c) Total des paiements versés en espèces**

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se présente comme suit :

Périodes de	13 semaines closes les		26 semaines closes les	
	29 juin 2019	30 juin 2018	29 juin 2019	30 juin 2018
Prestations versées directement aux bénéficiaires au titre des régimes des autres avantages	41 \$	39 \$	81 \$	77 \$
Cotisations régulières de l'employeur aux régimes de retraite	77	66	159	152
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	16	18	29	27
Paiements versés en espèces au titre des régimes à prestations définies	134	123	269	256
Cotisations aux régimes à cotisations définies	6	5	12	10
<b>Total des paiements versés en espèces</b>	<b>140 \$</b>	<b>128 \$</b>	<b>281 \$</b>	<b>266 \$</b>

Au deuxième trimestre de 2019, des paiements de 11 millions de dollars au titre de la solvabilité ont été versés par suite de la décision relative à l'équité salariale rendue pour le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS). L'estimation du montant total des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies en 2019 pour le Groupe d'entreprises n'a pas évolué de manière significative par rapport au montant présenté dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

**7 Passifs financiers****a) Prêts et emprunts**

Aux (en millions)	29 juin 2019		31 décembre 2018 (retraité – note 3)	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Obligations, série 1, échéant en juillet 2040, portant intérêt à 4,36 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet	674 \$	498 \$	617 \$	498 \$
Obligations, série 2, échéant en juillet 2025, portant intérêt à 4,08 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet	567	499	553	499
<b>Total des prêts et emprunts</b>	<b>1 241 \$</b>	<b>997 \$</b>	<b>1 170 \$</b>	<b>997 \$</b>

**b) Obligations locatives**

Aux (en millions)	29 juin 2019		31 décembre 2018 (retraité – note 3)	
	<b>Analyse des échéances – obligations locatives (non actualisées)</b>			
Moins d'un an		139 \$		133 \$
D'un an à cinq ans		478		460
Plus de cinq ans		982		974
<b>Total</b>		<b>1 599 \$</b>		<b>1 567 \$</b>
<b>Obligations locatives comptabilisées à l'état de la situation financière (actualisées)</b>		<b>1 203 \$</b>		<b>1 163 \$</b>
Obligations locatives courantes		<b>108 \$</b>		109 \$
Obligations locatives non courantes		<b>1 095</b>		1 054

Les montants présentés dans le tableau qui précède comprennent des paiements au titre de la location (obligations locatives non actualisées) totalisant 17 millions de dollars (11 millions de dollars au 31 décembre 2018) qui seront versés, dans le cours normal des activités, à des parties liées pour des locaux destinés aux services postaux et aux services de transport. Les contrats de location qui ne sont pas encore en vigueur, mais pour lesquels des engagements avaient été pris au 29 juin 2019, prévoient des sorties de trésorerie futures de 76 millions de dollars qui n'ont pas été prises en compte dans l'évaluation de ces obligations locatives.

**c) Variations des passifs attribuables aux activités de financement**

(en millions)	31 décembre 2018 (retraité – note 3)	Paielements	Intérêts	Entrées (contrats de location nets)	29 juin 2019
Obligations locatives	1 163 \$	(77) \$	19 \$	98 \$	<b>1 203 \$</b>

**8 Autres éléments du résultat global**

Période de 26 semaines close le 29 juin 2019 (en millions)	Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net	
	Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	Cumul des écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Réévaluations des régimes à prestations définies	Autres éléments du résultat global
Solde cumulé au 31 décembre 2018	38 \$	5 \$	43 \$		
Profit (perte) de la période	35 \$	– \$	35 \$	(2 373) \$	(2 338) \$
Impôt sur le résultat	(9)	–	(9)	596	587
<b>Montant net</b>	<b>26 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>26 \$</b>	<b>(1 777) \$</b>	<b>(1 751) \$</b>
<b>Solde cumulé au 29 juin 2019</b>	<b>64 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>69 \$</b>		

Période de 26 semaines close le 30 juin 2018 (en millions)	Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net	
	Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	Cumul des écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Réévaluations des régimes à prestations définies	Autres éléments du résultat global
Solde cumulé au 31 décembre 2017	51 \$	3 \$	54 \$		
Profit (perte) de la période	(5) \$	1 \$	(4) \$	1 024 \$	1 020 \$
Impôt sur le résultat	1	–	1	(256)	(255)
<b>Montant net</b>	<b>(4) \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>(3) \$</b>	<b>768 \$</b>	<b>765 \$</b>
<b>Solde cumulé au 30 juin 2018</b>	<b>47 \$</b>	<b>4 \$</b>	<b>51 \$</b>		

**9 Questions liées à la main-d'œuvre**

La Société est impliquée dans un certain nombre de litiges portant sur l'équité salariale et des sujets connexes qu'ont intentés divers groupes syndicaux de Postes Canada. Aucun changement important n'a été apporté aux questions liées à la main-d'œuvre présentées à la note 15 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice 2018, à l'exception de ce qui suit :

En 2012, l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) a demandé la réactivation d'une plainte sur l'équité salariale déposée en 1992 que Postes Canada considérait comme ayant déjà été réglée. En 2014, un enquêteur de la Commission canadienne des droits de la personne a conclu que la période allant de 1992 à 1997 posait toujours problème. Ensuite, la Commission a renvoyé la question au Tribunal canadien des droits de la personne afin qu'il puisse statuer sur le fond de cette affaire. Le 12 mai 2019, Postes Canada et l'ACMPA ont conclu une entente, que la Commission a approuvée par la suite. Postes Canada et l'ACMPA mettront sur pied un comité qui sera chargé de concrétiser le règlement convenu.

Pour le moment, la Société ne peut prévoir l'issue des divers litiges portant sur l'équité salariale et des sujets connexes et il se peut qu'elle procède au besoin à l'ajustement des provisions comptabilisées dans le résultat net pour les périodes subséquentes. Ces questions continueront d'évoluer; cependant, aucun autre renseignement détaillé ne sera présenté, puisqu'il pourrait porter préjudice à la Société.

## 10 Passifs éventuels

Aucun changement important n'a été apporté aux passifs éventuels présentés à la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice 2018, à l'exception de ce qui suit :

En juin 2017, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'un recours collectif contre la Société. La poursuite allègue que la quote-part payée par certains travailleurs et retraités de la Société au Québec pour des médicaments d'ordonnance aux termes du régime d'assurance médicaments de Postes Canada depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013 excéderait le plafond annuel fixé en vertu de la loi qui réglemente la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Au terme de discussions qui se sont poursuivies jusqu'en avril 2019 en vue d'un éventuel règlement, Postes Canada doit déposer un exposé de sa défense avant le 6 septembre 2019. Il est toujours impossible de déterminer l'issue de ce recours collectif.

## 11 Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers

### Justes valeurs des instruments financiers

Les justes valeurs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des titres réservés, des clients et autres débiteurs, des fournisseurs et autres créditeurs ainsi que des salaires et avantages à payer et des provisions connexes correspondent à une approximation raisonnable de leurs valeurs comptables présentées à l'état de la situation financière. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la juste valeur des prêts et emprunts, il y a lieu de se reporter à la note 7 a).

En outre, ces instruments financiers sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et leurs justes valeurs estimatives sont appliquées sur une base récurrente. Il n'y a eu aucun transfert entre les différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur au cours de la période close le 29 juin 2019.

### Facteurs de risques financiers

Les instruments financiers du Groupe d'entreprises l'exposent à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques financiers n'ont pas évolué de manière significative depuis la clôture de la dernière période. Des informations actualisées sont présentées ci-après sur la nature et l'étendue du risque de marché et du risque de liquidité.

#### a) Risque de marché

**Risque de change** • L'exposition au risque de change provient principalement du secteur Postes Canada, pour lequel elle est surtout attribuable aux règlements internationaux avec les administrations postales étrangères et au remboursement des mandats-poste libellés en monnaies étrangères. L'obligation de la Société de parvenir à un règlement avec les administrations postales étrangères est libellée en droits de tirage spéciaux, soit un panier de monnaies étrangères comprenant le dollar américain, l'euro, la livre sterling, le yen japonais et le renminbi chinois, alors que les paiements sont généralement libellés en dollars américains.

Les profits (pertes) de change et les pertes sur dérivés s'établissent comme suit :

	Périodes de 13 semaines closes les			30 juin 2018		
	(en millions)			29 juin 2019		
	Pertes de change	Profits sur dérivés	Total	Profits (pertes) de change	Profits sur dérivés	Total
Latents	(5) \$	4 \$	(1) \$	(2) \$	2 \$	– \$
Réalisés	–	1	1	4	1	5
Total	<b>(5) \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>3 \$</b>	<b>5 \$</b>

	Périodes de 26 semaines closes les			30 juin 2018		
	(en millions)			29 juin 2019		
	Pertes de change	Profits sur dérivés	Total	Profits de change	Pertes sur dérivés	Total
Latents	(7) \$	7 \$	– \$	6 \$	(8) \$	(2) \$
Réalisés	–	–	–	8	(3)	5
Total	<b>(7) \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>14 \$</b>	<b>(11) \$</b>	<b>3 \$</b>

**b) Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que court une société de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le Groupe d'entreprises gère le risque de liquidité en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels, et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. L'excédent de trésorerie est investi dans un éventail de titres à court terme du marché monétaire. De l'avis de la direction, le Groupe d'entreprises investit dans des titres de qualité de crédit supérieure de gouvernements ou de sociétés, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

**12 Autres charges d'exploitation**

Périodes de	13 semaines closes les		26 semaines closes les	
	29 juin 2019	30 juin 2018 (retraité – note 3)	29 juin 2019	30 juin 2018 (retraité – note 3)
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	373 \$	360 \$	755 \$	736 \$
Immobilier, installations et entretien	65	61	139	134
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	138	145	264	261
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>576 \$</b>	<b>566 \$</b>	<b>1 158 \$</b>	<b>1 131 \$</b>

**13 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement**

Périodes de	13 semaines closes les		26 semaines closes les	
	29 juin 2019	30 juin 2018 (retraité – note 3)	29 juin 2019	30 juin 2018 (retraité – note 3)
Produit d'intérêts	16 \$	12 \$	33 \$	21 \$
Profit (perte) sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	1	(1)	1	(2)
<b>Produits de placement et autres produits</b>	<b>17 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>19 \$</b>
Charge d'intérêts	(20) \$	(21) \$	(40) \$	(39) \$
Autres charges	(4)	(5)	(7)	(8)
<b>Charges financières et autres charges</b>	<b>(24) \$</b>	<b>(26) \$</b>	<b>(47) \$</b>	<b>(47) \$</b>
<b>Charges nettes liées aux activités d'investissement et de financement</b>	<b>(7) \$</b>	<b>(15) \$</b>	<b>(13) \$</b>	<b>(28) \$</b>

**14 Transactions avec des parties liées**

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les états financiers intermédiaires :

**a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État**

Périodes de	13 semaines closes les		26 semaines closes les	
	29 juin 2019	30 juin 2018	29 juin 2019	30 juin 2018
<b>Produits générés par des transactions avec des parties liées</b>	<b>57 \$</b>	<b>62 \$</b>	<b>119 \$</b>	<b>130 \$</b>
<b>Paiements reçus à titre de compensation en vertu de programmes</b>				
Envois postaux du gouvernement et envois d'articles destinés aux personnes aveugles	<b>5 \$</b>	5 \$	<b>11 \$</b>	11 \$
<b>Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société</b>	<b>2 \$</b>	2 \$	<b>4 \$</b>	4 \$
<b>Charges relatives aux transactions avec des parties liées</b>	<b>5 \$</b>	6 \$	<b>12 \$</b>	16 \$

La majeure partie des produits générés par des transactions avec des parties liées concerne des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada, ainsi que des paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux personnes aveugles.

Les montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci qui sont présentés dans l'état intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

<b>Aux</b> (en millions)	<b>29 juin 2019</b>	31 décembre 2018
<b>Montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci</b>		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	<b>15 \$</b>	13 \$
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	<b>8 \$</b>	9 \$
<b>Produits différés générés par des transactions avec des parties liées</b>	<b>1 \$</b>	1 \$

**b) Transactions avec des entités pour lesquelles les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint**

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et d'exploitation sont entièrement ou conjointement régies par les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises. Le cas échéant, les principaux dirigeants concernés sont tenus de se retirer de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées au cours de la période de 26 semaines closes le 29 juin 2019 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par l'un des principaux dirigeants du Groupe d'entreprises, qui est administrateur et actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour des montants de 4 millions de dollars et de 7 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 29 juin 2019 (3 millions de dollars et 6 millions de dollars, respectivement, au 30 juin 2018). Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui sont comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

**c) Transactions avec les régimes de retraite de la Société**

Au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 29 juin 2019, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes pour des montants de 3 millions de dollars et de 6 millions de dollars, respectivement (3 millions de dollars et 6 millions de dollars, respectivement, au 30 juin 2018). Au 29 juin 2019, une créance de 12 millions de dollars (14 millions de dollars au 31 décembre 2018) liée aux transactions avec le Régime est impayée et a été prise en compte dans les clients et autres débiteurs.

Les paiements versés en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations définies et aux régimes à cotisations définies du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 6 c).

## 15 Informations sectorielles et informations sur la ventilation des produits

- a) **Secteurs opérationnels** • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises. Les transactions intersectorielles sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés. Innovaposte, unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information, fournit au sein du Groupe d'entreprises des services partagés selon le principe de recouvrement des coûts. Sur une base consolidée, le Groupe d'entreprises n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

### Au 29 juin 2019 et pour la période de 13 semaines close à cette date

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	1 628 \$	479 \$	76 \$	– \$	2 183 \$
Produits intersectoriels	16	6	9	(31)	–
Produits d'exploitation	1 644 \$	485 \$	85 \$	(31) \$	2 183 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 196 \$	217 \$	41 \$	29 \$	1 483 \$
Autres charges d'exploitation	418	193	27	(62)	576
Amortissement	77	20	9	–	106
Charges d'exploitation	1 691 \$	430 \$	77 \$	(33) \$	2 165 \$
Résultat d'exploitation	(47) \$	55 \$	8 \$	2 \$	18 \$
Produits de placement et autres produits	15 \$	2 \$	– \$	– \$	17 \$
Charges financières et autres charges	(18)	(5)	(1)	–	(24)
Résultat avant impôt	(50) \$	52 \$	7 \$	2 \$	11 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(13)	14	1	–	2
Résultat net	(37) \$	38 \$	6 \$	2 \$	9 \$
Total des actifs	9 450 \$	1 293 \$	268 \$	(307) \$	10 704 \$
Total des passifs	11 725 \$	710 \$	169 \$	(13) \$	12 591 \$

### Au 30 juin 2018 et pour la période de 13 semaines close à cette date

(en millions, retraité – note 3)

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	1 631 \$	446 \$	64 \$	– \$	2 141 \$
Produits intersectoriels	14	6	10	(30)	–
Produits d'exploitation	1 645 \$	452 \$	74 \$	(30) \$	2 141 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 380 \$	204 \$	38 \$	27 \$	1 649 \$
Autres charges d'exploitation	422	177	24	(57)	566
Amortissement	75	21	7	(1)	102
Charges d'exploitation	1 877 \$	402 \$	69 \$	(31) \$	2 317 \$
Résultat d'exploitation	(232) \$	50 \$	5 \$	1 \$	(176) \$
Produits de placement et autres produits	9 \$	1 \$	1 \$	– \$	11 \$
Charges financières et autres charges	(20)	(5)	(1)	–	(26)
Résultat avant impôt	(243) \$	46 \$	5 \$	1 \$	(191) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(57)	13	1	(1)	(44)
Résultat net	(186) \$	33 \$	4 \$	2 \$	(147) \$
Total des actifs	8 445 \$	1 194 \$	200 \$	(314) \$	9 525 \$
Total des passifs	8 622 \$	595 \$	111 \$	(18) \$	9 310 \$

**Au 29 juin 2019 et pour la période de 26 semaines close à cette date**

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	3 286 \$	913 \$	148 \$	– \$	4 347 \$
Produits intersectoriels	30	13	17	(60)	–
Produits d'exploitation	3 316 \$	926 \$	165 \$	(60) \$	4 347 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	2 337 \$	438 \$	83 \$	57 \$	2 915 \$
Autres charges d'exploitation	847	378	54	(121)	1 158
Amortissement	153	40	18	–	211
Charges d'exploitation	3 337 \$	856 \$	155 \$	(64) \$	4 284 \$
Résultat d'exploitation	(21) \$	70 \$	10 \$	4 \$	63 \$
Produits de placement et autres produits	30 \$	3 \$	1 \$	– \$	34 \$
Charges financières et autres charges	(36)	(9)	(2)	–	(47)
Résultat avant impôt	(27) \$	64 \$	9 \$	4 \$	50 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(7)	17	2	–	12
Résultat net	(20) \$	47 \$	7 \$	4 \$	38 \$
Total des actifs	9 450 \$	1 293 \$	268 \$	(307) \$	10 704 \$
Total des passifs	11 725 \$	710 \$	169 \$	(13) \$	12 591 \$

**Au 30 juin 2018 et pour la période de 26 semaines close à cette date**

(en millions, retraité – note 3)

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	3 316 \$	859 \$	128 \$	– \$	4 303 \$
Produits intersectoriels	27	11	17	(55)	–
Produits d'exploitation	3 343 \$	870 \$	145 \$	(55) \$	4 303 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	2 499 \$	404 \$	74 \$	57 \$	3 034 \$
Autres charges d'exploitation	850	346	48	(113)	1 131
Amortissement	149	46	13	(1)	207
Charges d'exploitation	3 498 \$	796 \$	135 \$	(57) \$	4 372 \$
Résultat d'exploitation	(155) \$	74 \$	10 \$	2 \$	(69) \$
Produits de placement et autres produits	17 \$	1 \$	1 \$	– \$	19 \$
Charges financières et autres charges	(37)	(9)	(1)	–	(47)
Résultat avant impôt	(175) \$	66 \$	10 \$	2 \$	(97) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(43)	18	3	–	(22)
Résultat net	(132) \$	48 \$	7 \$	2 \$	(75) \$
Total des actifs	8 445 \$	1 194 \$	200 \$	(314) \$	9 525 \$
Total des passifs	8 622 \$	595 \$	111 \$	(18) \$	9 310 \$

**b) Informations sur les produits répartis par régions géographiques**

En ce qui concerne la Société, les produits présentés pour les régions géographiques autres que le Canada le sont en fonction de l'emplacement de l'administration postale étrangère qui a recours au service. En ce qui concerne les autres secteurs et l'unité fonctionnelle, ces produits sont présentés en fonction de l'emplacement du client qui a recours au service. Quand des produits importants sont attribués à un pays étranger, ces produits sont indiqués séparément. Aucun actif important du Groupe d'entreprises n'est situé à l'extérieur du Canada. Comme tous les produits intersectoriels proviennent du service du régime intérieur, ils ont été éliminés du montant des produits présenté par régions géographiques.

**Périodes de 13 semaines closes les**  
(en millions)

	<b>29 juin 2019</b>	30 juin 2018 (retraité – note 3)
Canada	2 054 \$	2 014 \$
États-Unis	62	66
Reste du monde	67	61
<b>Total des produits</b>	<b>2 183 \$</b>	2 141 \$

**Périodes de 26 semaines closes les**  
(en millions)

	<b>29 juin 2019</b>	30 juin 2018 (retraité – note 3)
Canada	4 105 \$	4 042 \$
États-Unis	122	135
Reste du monde	120	126
<b>Total des produits</b>	<b>4 347 \$</b>	4 303 \$

**c) Informations sur les produits relatifs aux articles et aux services**

Les produits pour les articles et les services sont présentés en fonction de l'information disponible au moment de la vente. En conséquence, les produits tirés de la vente de timbres et de l'utilisation de machines à affranchir sont présentés séparément, au lieu d'être attribués aux secteurs d'activité.

**Période de 13 semaines close le 29 juin 2019**  
(en millions)

	<b>Total des produits</b>	<b>Éléments intersectoriels et consolidés</b>	<b>Produits provenant des clients externes</b>
<b>Produits attribués à la vente</b>			
Courrier transactionnel	487 \$	(1) \$	486 \$
Colis	1 191	(27)	1 164
Marketing direct	273	–	273
Autres	118	(69)	49
	<b>2 069 \$</b>	<b>(97) \$</b>	<b>1 972 \$</b>
<b>Produits non attribués</b>			
Timbres-poste	76 \$	– \$	76 \$
Machines à affranchir	135	–	135
	<b>211 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>211 \$</b>
<b>Total</b>	<b>2 280 \$</b>	<b>(97) \$</b>	<b>2 183 \$</b>

**Période de 13 semaines close le 30 juin 2018**  
(en millions, retraité – note 3)

	<b>Total des produits</b>	<b>Éléments intersectoriels et consolidés</b>	<b>Produits provenant des clients externes</b>
<b>Produits attribués à la vente</b>			
Courrier transactionnel	482 \$	(1) \$	481 \$
Colis	1 113	(21)	1 092
Marketing direct	282	–	282
Autres	115	(63)	52
	<b>1 992 \$</b>	<b>(85) \$</b>	<b>1 907 \$</b>
<b>Produits non attribués</b>			
Timbres-poste	87 \$	– \$	87 \$
Machines à affranchir	147	–	147
	<b>234 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>234 \$</b>
<b>Total</b>	<b>2 226 \$</b>	<b>(85) \$</b>	<b>2 141 \$</b>

**Période de 26 semaines close le 29 juin 2019**  
(en millions)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
<b>Produits attribués aux produits et services</b>			
Courrier transactionnel	1 031 \$	(1) \$	1 030 \$
Colis	2 310	(52)	2 258
Marketing direct	528	–	528
Autres	233	(135)	98
	<b>4 102 \$</b>	<b>(188) \$</b>	<b>3 914 \$</b>
<b>Produits non attribués</b>			
Timbres-poste	156 \$	– \$	156 \$
Machines à affranchir	277	–	277
	<b>433 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>433 \$</b>
<b>Total</b>	<b>4 535 \$</b>	<b>(188) \$</b>	<b>4 347 \$</b>

Période de 26 semaines close le 30 juin 2018  
(en millions, retraité – note 3)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
<b>Produits attribués aux produits et services</b>			
Courrier transactionnel	1 030 \$	(1) \$	1 029 \$
Colis	2 176	(43)	2 133
Marketing direct	555	–	555
Autres	220	(118)	102
	<b>3 981 \$</b>	<b>(162) \$</b>	<b>3 819 \$</b>
<b>Produits non attribués</b>			
Timbres-poste	184 \$	– \$	184 \$
Machines à affranchir	300	–	300
	<b>484 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>484 \$</b>
<b>Total</b>	<b>4 465 \$</b>	<b>(162) \$</b>	<b>4 303 \$</b>

**d) Informations sur les produits relatifs aux canaux de vente**

Les produits relatifs aux canaux de vente sont présentés pour les produits générés par les services offerts aux clients commerciaux provenant du régime intérieur et pour les produits générés par les services de vente au détail offerts aux consommateurs provenant du régime intérieur. Les produits du régime international comprennent les produits en provenance des États-Unis et du reste du monde, tels que définis à la note 15 b).

**Période de 13 semaines close le 29 juin 2019**  
(en millions)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
<b>Régime intérieur</b>			
Canal commercial	1 580 \$	(27) \$	1 553 \$
Canal de vente au détail	505	–	505
	<b>2 085 \$</b>	<b>(27) \$</b>	<b>2 058 \$</b>
<b>Régime international</b>	129 \$	– \$	129 \$
<b>Autres</b>	66 \$	(70) \$	(4) \$
<b>Total</b>	<b>2 280 \$</b>	<b>(97) \$</b>	<b>2 183 \$</b>

Période de 13 semaines close le 30 juin 2018  
(en millions, retraité – note 3)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur			
Canal commercial <sup>1</sup>	1 526 \$	(22) \$	1 504 \$
Canal de vente au détail <sup>1</sup>	512	–	512
	2 038 \$	(22) \$	2 016 \$
Régime international	127 \$	– \$	127 \$
Autres	61 \$	(63) \$	(2) \$
<b>Total</b>	<b>2 226 \$</b>	<b>(85) \$</b>	<b>2 141 \$</b>

1. Les produits de l'exercice antérieur avaient été retraités en raison d'un réalignement de la structure de présentation de l'information.

**Période de 26 semaines close le 29 juin 2019**

(en millions)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
<b>Régime intérieur</b>			
Canal commercial	3 127 \$	(53) \$	3 074 \$
Canal de vente au détail	1 038	–	1 038
	4 165 \$	(53) \$	4 112 \$
<b>Régime international</b>	242 \$	– \$	242 \$
<b>Autres</b>	128 \$	(135) \$	(7) \$
<b>Total</b>	<b>4 535 \$</b>	<b>(188) \$</b>	<b>4 347 \$</b>

Période de 26 semaines close le 30 juin 2018  
(en millions, retraité – note 3)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur			
Canal commercial <sup>1</sup>	3 057 \$	(45) \$	3 012 \$
Canal de vente au détail <sup>1</sup>	1 036	–	1 036
	4 093 \$	(45) \$	4 048 \$
Régime international	261 \$	– \$	261 \$
Autres	111 \$	(117) \$	(6) \$
<b>Total</b>	<b>4 465 \$</b>	<b>(162) \$</b>	<b>4 303 \$</b>

1. Les produits de l'exercice antérieur avaient été retraités en raison d'un réalignement de la structure de présentation de l'information.

POSTES CANADA  
2701 PROM RIVERSIDE BUREAU N1200  
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301  
Pour obtenir des renseignements sur les ressources, visitez [postescanada.ca](http://postescanada.ca)

Canada

